
Bimensuel n° 1 197 (70) Nouvelle série. du 6 au 23 Février 1980. 4 F.

l'Humanité Rouge

Moscou 80

Oui au boycott !

SOUSCRIPTION

Total précédent : 4 170 F

Supplément à réabt bim FJL	B. du Rhône	42 F
Des camarades	Nord	300 F
Supplément à réabt Quot BA	Evry	10 F
Souscrip. du CC du PCML 13e ses.	Paris	1 335 F
Souscrip. CH. G	Limoges	60 F
Un postier	Rouen	20 F
M F	Orsay	20 F
Souscrip. MLC	Paris	500 F
Souscirption	Vendée	1 000 F
Cellule du PCML F. Yveton	Rég. Paris.	1 000 F
Cellule du PCLM Victor Dubois	Sud Sarthe	500 F
Des sympathisants	Sud Sarthe	118 F
Souscrip. à HR EG	Aix-en-Prov.	100 F
Souscrip. au PCML CJP	Clermond F.	500 F
Souscrip. à HR H CL	Antony	35 F
Cellule P. Semard du PCML	Bordeaux	2 000 F
Souscrip. à Librairie	Paris	80 F
CP Essonne du PCML E. Varlin	Essonne	3 000 F
Cellule du PCML	St Denis	1 500 F
Souscrip. Commune de Paris	Paris	4 000 F
CP Eugène Varlin du PCML	Paris	3 000 F

Nouveau total au 29 janvier 1980 : 23 290 F.

P.B.	. Chelles	3 F
Comité de Parti PCML	. Rhône Alpes	1 000 F
" " "	. Mayenne, Sarthe	300 F
" " "	. Languedoc	160 F
" " "	. "	700 F
" " "	. Basse Normandie	2 500 F
M.P.	. Sarthe	5 000 F
M. Ph	. Fontaine	500 F
Nouveau total au 4 février 1980		33 503 F

La photo de la «une» représente l'affiche des Jeux de Moscou dans les rues Kaboul : cynique !

AUX DIFFUSEURS DE PROLETARIAT

La vente du N° 21 doit être en grande partie effectuée maintenant. Nous demandons donc aux dépositaires de la revue de régler leur facture au plus tôt, sans que l'on adresse un rappel. Nous sommes sollicités par l'imprimeur...
D'avance merci.

Hervé DASTAR

Le N° 21 est toujours disponible : 15 F.



ABONNEMENT BIMENSUEL	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 mois	8 F	15 F	15 F
3 mois	24 F	45 F	45 F
6 mois	48 F	90 F	90 F
1 an	96 F	180 F	180 F

l'Humanité Rouge

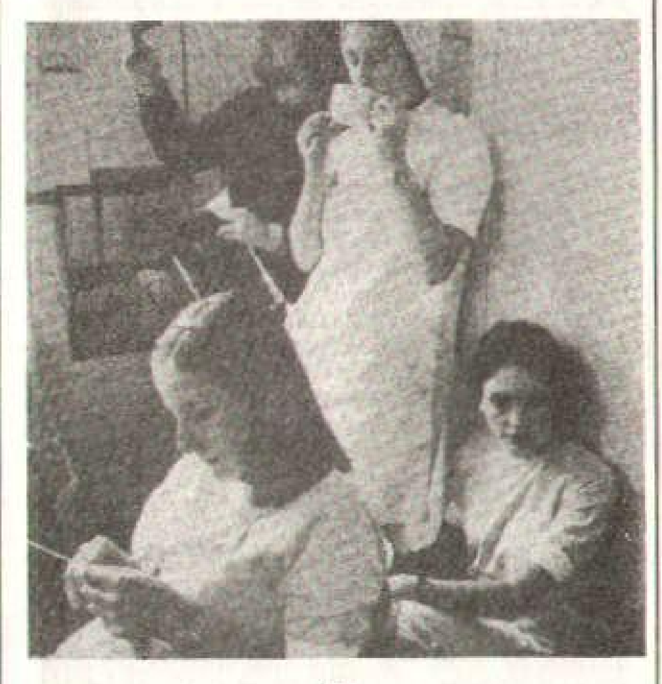
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

4

FAISONS LE POINT

par Jacques Jurquet



17

Santé : le mépris et le profit

Editorial

International

Le fil de l'actualité

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs* : Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David. *Collaborateurs* : Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction* : Claude Dhalluin. *Administration* : Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

ATTENTION
Pour abonnement ou réabonnement Quotidien du Peuple (uniquement), écrire :
Quotidien du Peuple
Boite postale 225
75927 PARIS Cedex 19
Pour abonnement ou réabonnement à HR bimensuelle et Faucille, écrire :
Humanité Rouge
Boite postale 201
75926 PARIS Cedex 19
Pour les articles destinés au Quotidien du Peuple ou au bimensuel ou à la Faucille, les expédier aux adresses respectives cités plus haut.

FAISONS LE POINT

par Jacques Jurquet

Depuis mars 1978, assurée de détenir le pouvoir sans avoir à craindre d'en être rapidement délogée, la bourgeoisie monopoliste impose une politique de plus en plus réactionnaire. Simultanément, la crise profonde engendrée dans les partis de gauche par l'échec de l'union de la gauche s'avère sans solution. L'extrème-gauche elle-même est confrontée à la nécessité d'apporter des réponses tactiques et stratégiques correspondant aux intérêts et aux aspirations des travailleurs. Mais en l'absence de propositions concrètes rompant avec les vieilles pratiques politiciennes, les formations trotskistes ou social-démocrates de gauche ont été soumises à des tensions internes, sans pouvoir les surmonter efficacement. Sur le plan mondial, l'invasion militaire des impérialistes russes en Afghanistan et la déportation du démocrate Andreï Sakharov, venant à la suite des agressions perpétrées par les mercenaires cubains en Afrique et par les expansionnistes vietnamiens en Asie, provoquent dans notre peuple une inquiétude croissante en même temps qu'une prise de conscience relative du danger de la troisième guerre mondiale impérialiste.

Dans cette situation d'ensemble dont nul ne saurait sous-estimer la gravité pour la classe ouvrière et le peuple, le processus d'unification, engagé par notre Parti et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, fournit aux travailleurs des perspectives politiques et organisationnelles nouvelles allant à l'encontre du désarroi, du pessimisme, du défaitisme. L'unité pour des changements réels et durables a toujours répondu aux aspirations des ouvriers, des paysans les plus démunis, des masses populaires, de toutes les victimes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. C'est un principe d'action produit par l'expérience historique : pour résister, combattre et vaincre, il faut s'unir. Le lancement d'un quotidien marxiste-léniniste commun, les multiples activités communes des militants des deux partis dans toutes les régions de France comme à Paris, la première session commune des deux comités centraux suscitent la confiance dans l'issue finale du processus d'unification des deux partis. La dynamique unitaire est enclenchée. Le Parti marxiste-léniniste unique naitra sur de solides fondements idéologiques et politiques avant la fin de l'année quatre-vingt. De nombreux sympathisants s'en réjouissent déjà et nous annoncent qu'ils se préparent à rejoindre ses rangs.

Certes, comme toute force qui vient de prendre naissance, il ne sera pas encore le grand parti d'avant-garde nécessaire pour faire triompher dans un temps record la révolution socialiste. Mais, parti unique beneficiant des expériences précieuses accumulées par ses deux formations composantes, il ouvrira largement ses portes à de nombreux adhérents nouveaux, il se liera étroitement au mouvement des masses, il s'unira sans sectarisme, sur des objectifs précis, à d'autres groupes et partis politiques, il constituera une nouvelle structure de luttes appelée à un développement ultérieur pouvant devenir décisif.

Influencés par certains courants qui participent actuellement au bouillonnement des idées, et notamment par les *« théories »* du dissident est-allemand Rudolf Bahro, une minorité de dirigeants ont remis en question le léninisme et décidé, conséquence logique, de quitter notre Parti communiste marxiste-léniniste. Leurs points de vue ont été intégralement portés à la connaissance de l'ensemble des organisations de base du Parti, sur décision de la majorité de notre comité central, qui les a considérés comme des contributions à la préparation démocratique du IVe Congrès. Le droit d'exprimer leurs idées en désaccord avec la majorité du comité central et du Parti leur a été accordé sans réserve et sans pressions d'aucune sorte. Mais leur suggestion d'autodissoudre le Parti pour le remplacer par une très vague association de réflexion, ou même par rien du tout, n'a gagné qu'une très faible audience, ne dépassant pas le vingtième des effectifs de nos adhérents. Par contre, et nous nous en félicitons, certaines des questions qu'ils soulevaient, notamment au début de leur désaccord, ont été reçues comme légitimes et intéressantes et délibérément placées à l'ordre du jour du IVe Congrès en préparation. Des contributions allant dans ce sens sont passées tant dans la tribune de discussion politique ouverte dans l'Humanité-Rouge alors quotidienne que dans une tribune de discussion interne réservée à toutes les cellules. Aux sympathisants qui nous en ont fait demande, nous avons envoyé la *« Lettre au P.C.M.L. »* par laquelle ces dirigeants ont définitivement synthétisé leurs positions. En vérité, sans avoir été clairement soulevées lors de notre IIIe Congrès, ces questions étaient déjà nées dans toutes les régions du Parti à l'occasion de la pratique de nos militants. Ces derniers s'y étaient trouvés confrontés, quand ils avaient mis en œuvre concrètement les décisions de cette instance allant dans le sens de l'édification d'un Parti authentiquement ouvrier en prise sur les réalités politiques et sociales de notre pays et du monde. La 7e session du Comité central avait commencé à tenir compte de ces progrès et de cette volonté.

Les dirigeants démissionnaires n'ont jamais été traités en ennemis. Ils n'ont pas été écartés du Comité central parce qu'ils y exposaient des avis minoritaires, mais exclusivement parce qu'ils proclamaient ouvertement et publiquement, sans nulle équivoque, leur intention de conduire notre Parti à son auto-dissolution, c'est-à-dire à sa disparition pure et simple. S'ils publient demain des propositions théoriques et politiques susceptibles de faire avancer les luttes des travailleurs et de répondre par-là aux aspirations populaires, nous leur accorderons attention et nous pourrons être amenés à leur proposer d'agir encore ensemble.

Une campagne de presse d'ampleur inhabituelle et de contenu unilatiral a tenté d'utiliser ce phénomène, de faible amplitude en définitive, pour convaincre l'opinion de gauche et d'extrême-gauche qu'était en voie de disparition la force politique des marxistes-léninistes, baptisés « maoïstes » pour la circonstances et présentés comme *« dogmatiques, sectaires et bureaucratiques »*. A cette campagne d'inspiration quasi-manichéenne ont participé des publications habituellement sérieuses, comme *« Le Monde »*, ou éclectiques et spontanéistes, et pas toujours sérieuses (du point de vue de l'information), comme *« Libération »* (1). Sur la seule foi d'informations unilatérales et non controlées, ces deux quotidiens nous ont consacré près de deux cents lignes en deux articles pour le premier, près de quatre cents lignes en deux articles également pour le second. Avec des inaxactitudes ou des exagérations tendancieuses dans presque tous les paragraphes.

C'est délibérément que nous n'avons pas recouru à notre droit de réponse. Par contre, nous avons reproduit dans nos documents internes tous ces articles, afin que les cadres intermédiaires, et surtout ceux de province, puissent en prendre connaissance et les communiquer aux militants de base. Nous faisions totale confiance à leur jugement ; la suite a prouvé combien nous avions raison. Des camarades, un moment troublés par le débat apparu dans nos rangs, ont opté définitivement dans le sens du maintien du Parti, dès qu'ils ont eu connaissance de l'utilisation unilatérale et d'intention malveillante évidente qu'en faisait la presse.

Nos camarades et amis savaient en effet à quoi s'en tenir sur les accusations lancées contre notre Parti présenté comme *« Parti de la période stalinienne et de la IIIe Internationale, dogmatique, sectaire, etc. »*. Ils connaissaient notre adhésion profonde à l'idéologie et aux pratiques de Mao Tsétoung, qui a eu l'inestimable mérite d'appeler à savoir distinguer *« amis et ennemis »*, *« contradictions au sein du peuple et contradictions antagoniques »*, et qui a dénoncé avec vigueur les violations de la démocratie socialiste, comme les déviations de droite ou de gauche du centralisme démocratique.

Publier dans notre presse, sans la moindre déformation, des interventions de personnalités totalement démarquées des pratiques nuisibles du passé et de celles actuelles des partis communistes soviétique et français, comme Charles Tillon, ou Jiri Pélikan, ou Edmond Jouve, ou le Père Cardonel, ou Jean-Pierre Chabrol, ou d'autres encore, s'inscrit en faux contre les assertions parues à notre encontre dans ces journaux. Pratiquer l'unité, dans un respect réciproque absolu, avec des militants de base ou responsables des partis de gauche ou des syndicats traduit au contraire notre active et sincère désir d'ouverture. A notre connaissance, aucune des personnalités politiques ou des militants syndicalistes qui ont eu à nous rencontrer ou à agir à notre contact, n'ont élevé contre nous, par la suite, la moindre critique sur notre loyauté, sur nos méthodes de travail unitaire. En définitive, c'est exclusivement sur la question du *« Parti »*, de son fonctionnement centraliste démocratique, et singulièrement à propos de l'important principe statutaire qui préconise l'application des décisions majoritaires par les partisans de points de vue minoritaires (tout en leur



PhotoBob Regard

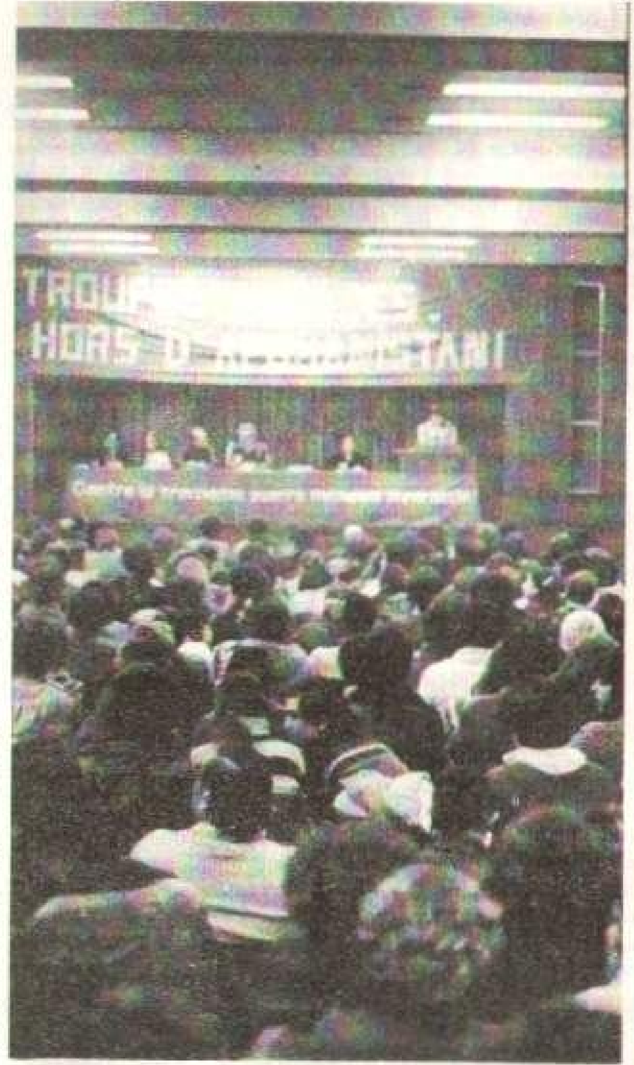
laissant la possibilité de conserver leurs idées et de persister à les défendre dans les instances statutaires), que ces quelques dirigeants se sont écartés de nous. Ils ont influencé quelques dizaines de militants, presque exclusivement dans leur propre région, mais l'effondrement annoncé un peu imprudemment par nos confrères ne s'est pas produit. Est-il besoin de préciser que notre Parti n'a nullement disparu et ne disparaîtra pas dans cette région de France, où ces désaccords ont cependant entravé la mise en œuvre des luttes de classe contre la bourgeoisie capitaliste et des luttes de plus en plus nécessaires contre la montée de la troisième guerre mondiale ? Aussi, notre Comité central a-t-il pour tâche en cours de répondre concrètement, avec le maximum d'arguments et explications convaincantes, à toutes les questions posées par les militants où qu'ils se trouvent, qui désirent accéder à une connaissance approfondie du phénomène qui vient de toucher notre Parti et qui devra faire l'objet d'une analyse sérieuse à l'occasion du IVe Congrès.

Cette crise locale et limitée ne doit toutefois pas détourner l'ensemble des militants et amis des problèmes politiques réels que pose la situation actuelle, en France comme dans le monde. Aussi, afin de renforcer nos capacités d'intervention, la question de l'unification doit-elle être tenue pour tâche des plus importantes dans la période en cours.

A l'occasion de sa fusion prochaine avec le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, notre Parti est d'ores et déjà l'une des composantes actives du Parti marxiste-léniniste unique de demain.

Le développement du mouvement marxiste-léniniste en France n'est pas rectiligne, ni aisé, et c'est là nullement surprenant, car cela résulte directement de la lutte des classes, une lutte acharnée sur tous les plans. Mais il a pour lui l'avenir, à condition qu'il demeure sur les positions de classe de la classe ouvrière, classe révolutionnaire juqu'au bout et au service des intérêts populaires. Si modeste soit sa force au départ, elle est de nature à grandir irrésistiblement, dans sa confrontation et sa participation avec les luttes en France comme sur le plan mondial. Quoi qu'en dise par exemple *« Le Nouvel Observateur »* dont les observations nous concernant sont faites à travers un prisme sectaire, le Parti marxiste-léniniste unique constituera sans doute dès sa fondation la force politique la plus efficace et la plus importante de l'extrême-gauche en France. Il est vraiment regrettable que certains journalistes s'en émeuvent et s'entêtent à ne pas discerner qu'eux et nous-mêmes avançons dans le même sens, en de nombreuses circonstances politiques, nationales ou internationales.

De toutes façons présenter le marxisme et le léninisme comme dépassés, archaïques ou *« en faillite »* n'est pas nouveau. Des hommes comme Léon Blum ou Jules Moch et bien d'autres avant eux, s'y sont appliqués, mais ne sont pas parvenus à inculquer ces points de vue aux travailleurs, parce qu'ils vont à contre-sens de leur expérience quotidienne d'exploités, de leur propre vie et de l'histoire du monde. Les ouvriers, les petits paysans, les gens du peuple savent très bien que l'union fait la force, aussi n'écoutent-ils pas ceux qui les invitent à la désunion, et à détruire l'arme si difficilement forgée que constitue un parti au service de leurs intérêts de classe.



Voilà pourquoi nous appelons nos lecteurs, nos amis, nos camarades à l'action, dans les formes adaptées aux conditions de la période actuelle. Contre la politique de la bourgeoisie monopoliste en France. Contre les préparatifs de guerre mondiale activement poussés par les deux super-puissances. Il urge notamment de contribuer au développement d'un large mouvement d'opposition active aux agressions militaires perpétrées actuellement par le social-impérialisme russe à l'encontre de l'indépendance et de la liberté de pays et peuples du Tiers-monde.

Pour retarder le déclenchement de la guerre impérialiste dont l'Europe sera l'enjeu principal, luttons de toutes nos forces, et avec d'autres forces, contre la présence des troupes russes ou de leurs mercenaires en Afghanistan, au Cambodge, en Erythrée, de la même façon que nous avons lutté, naguère, contre la présence des troupes américaines et de leurs fantoches dans les pays d'Indochine !

J.J.

(1) Outre *Le Monde* et *Libération*, ont participé à cette campagne de presse : *Ouest-France, Le Matin de Paris, Le canard de Nantes à Brest, Le Nouvel Observateur.*

OUI AU BOYCOTT

Est-il acceptable que des Jeux olympiques puissent avoir lieu dans un pays dont le gouvernement vient d'en envahir un autre, est-il acceptable d'écouter des paroles de fraternité universelle tandis que ceux qui les prononcent ont envoyé 80 000 soldats contre un peuple ? Pour ce qui nous concerne, la réponse est sans ambiguité : il ne faut pas que les Jeux olympiques puissent avoir lieu à Moscou.

Une raison essentielle à cela : on ne saurait accepter sans réagir la violation ouverte et cynique d'un des principes essentiels de la vie internationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le bon déroulement des Jeux à Moscou signifierait que désormais un petit pays peut être envahi par une grande puissance, sans que cela ait de conséquences. Ce serait accepter le fait accompli de l'agression, ce serait légitimer l'invasion. D'autant plus que les dirigeants de l'U.R.S.S. comptent beaucoup sur les Jeux de Moscou pour leur image de marque. L'organisation des Jeux dans un pays équivaut en quelque sorte au décernement d'un brevet de bonne conduite internationale par les autres pays. Elle permet également d'utiliser le symbole de fraternité que sont sensés représenter les Jeux au profit de la politique d'un régime. Accepter cela, dans le cas présent, ce serait se prêter à la supercherie de ceux qui veulent soumettre un peuple à leur hégémonie. Le boycott des Jeux est une des ripostes au crime commis par les dirigeants de Moscou. Il signifie : vous vous êtes mis au ban des nations. Car la riposte ferme à un tel acte est nécessaire pour contraindre ses auteurs à mûrement réfléchir avant de le renouveler ailleurs. N'oublions pas que l'U.R.S.S. n'en est pas à ses débuts. L'armée russe est toujours en Tchécoslovaquie, les conseillers soviétiques encadrent toujours l'armée d'invasion vietnamienne au Cambodge, l'U.R.S.S. poursuit son intervention en Erythrée.

De nombreux pays ont déjà compris cela et ont décrété le boycott. La décision des pays islamiques, réunis à Islamabad, est particulièrement importante à cet égard, de même que la décision chinoise. Elles signifient que le Tiers-monde se dresse contre la politique d'expansion de l'U.R.S.S., se met aux côtés du peuple afghan dans sa résistance armée.

Les Etats-Unis de Carter ont joué un rôle non négligeable en faveur du boycott. Cela nous gêne-t-il ? Nullement. Les raisons qui conduisent Carter à prôner le boycott et les nôtres sont sans rapport. Ce qui guide Carter c'est de faire échec aux menaces soviétiques contre les intérêts américains dans la région du Moyen orient. Carter agit pour préserver la présence américaine dans cette région du monde. Le soutien qu'il a apporté au Shah d'Iran a démontré que l'intérêt des peuples est le dernier de ses soucis. Ce qui nous guide, quant à nous, c'est la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est la défense de ce principe qui nous fit lutter aux côtés du peuple vietnamien contre l'agression américaine en un temps où les « farouches anti-impérialistes » qui dirigent le P.C.F. faisaient observer une minute de silence en hommage à Kennedy.

En France même, les prises de position se multiplient en faveur du boycott des Jeux de Moscou. De nombreuses personnes qui avaient agi en faveur du boycott de la coupe du monde chez les bourreaux du peuple argentin poursuivent aujourd'hui leur action sous des formes diverses. Nous sommes prêts à agir avec tous pour défendre le droit des peuples.

Le gouvernement frrançais quant à lui s'est distingué jusqu'à ce jour par son esprit de conciliation avec les agresseurs, par sa volonté de ne pas les fâcher. A plusieurs reprises, il a affirmé que la France irait à Moscou, quoi qu'il en soit. Il est vrai que les monopoles capitalistes français ont beaucoup investi dans ces Jeux. Dernièrement, devant la montée du courant favorable au boycott, le gouvernement français a adopté la position consistant à attendre et voir. Le moins que l'on puisse dire est que cette attitude manque de la fermeté nécessaire face à des agresseurs.

Pourtant, les leçons de l'histoire sont là. On parle beaucoup ces temps-ci des Jeux de Berlin en 1936. Déjà en ce temps-là, la question était posée de savoir s'il convenait de participer à des Jeux organisés par un pouvoir qui à l'intérieur était engagé dans une répression féroce et qui s'était engagé dans la voie de l'agression à l'extérieur. Les Jeux de Berlin furent une immense opération de propagande en faveur de ce régime qui allait conduire à la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui encore, par delà l'invasion de l'Afghanistan, c'est le sort de paix qui est en cause. Cette invasion est la dernière manifestation d'une stratégie visant à obtenir l'hégémonie mondiale et qui, pour se réaliser, s'appuie sur le développement de la production d'armements.

En agissant, aux côtés d'autres, pour le boycott des Jeux de Moscou, nous agissons pour soutenir le peuple afghan, mais aussi tous les peuples aujourd'hui en lutte contre les agressions de l'U.R.S.S., comme en Tchécoslovaquie, en Erythrée ou au Cambodge. Nous agissons pour soutenir les démocrates soviétiques réprimés parce qu'ils refusent ces agressions et réclament les libertés démocratiques. Nous agissons contre la guerre mondiale qui se prépare dans le sillage des blindés russes.

Pierre BURNAND

Serge Forest

La déportation de Sakharov, la fin d'une illusion

Ville d'un million d'habitants située à 400 kilomètres au Sud-Est de Moscou. Gorki est surnomée en U.R.S.S. *« K.G.B. City»*. Totalement interdite d'accès aux étrangers, elle est le lieu de détention de *« mise en résidence surveillée »* de tous ceux que le regime du Kremlin veut faire taire.

C'était d'ailleurs déjà sa vocation du temps des tsars : l'ancienne Nijni-Novgorod servit notamment d'exil intérieur à Lénine. C'est là qu'a été déporté l'académicien Andreï Sakharov depuis son arrestation par les hommes du K.G.B. le 22 janvier dernier. *« Là*, a dit le procureur à celui qui était la voix des démocrates soviétiques, *vous ne pourrez plus contacter vos amis étrangers »*.

Né en 1923, fils d'un physicien, Andreï Sakharov devient lui-même rapidement l'un des physiciens les plus doués d'Union soviétique. Il a 32 ans en 1953 lorsqu'explose la première bombe thermonucléaire russe, on peut dire qu'il en est le père. La même année, il est admis à l'académie des Sciences d'Union soviétique, il en sera le plus jeune membre et reçoit le prix Lénine. Dans les années suivantes il sera encore décoré du prix Lénine puis de l'ordre du travail socialiste.

Mais tout comme Albert Einstein, le père de la bombe atomique américaine, il se pose assez rapidement des questions sur les conséquences de l'utilisation de l'arme qu'il a permis de développer. En 1957 puis en 1961 il envoie à Khrouchtchev des mémorandums lui demandant de stopper les essaie thermonucléaires (on sait qu'une catastrophe nucléaire accidentelle eut lieu en U.R.S.S. vers cette période). Devant la réponse négative il refuse de continuer à coopérer dans ce domaine. Scientifique de haut niveau, membre de l'académie, comblé d'honneur il ne risque alors rien. Il fait parti de cette nouvelle aristocratie montante qui unit, avec comme symbole voiture de fonction et chauffeur, les dignitaires du parti, les hauts fonctionnaires et les personnalités militaires et scientifiques. Il n'a de plus aucune autre activité que scientifique.

UN PIONNIER DE LA DISSIDENCE

Très rapidement cependant après la disparition de Khrouchtchev et la prise du pouvoir par Brejnev les choses vont évoluer.

En même temps que la reprise en main de l'Etat par un parti n'ayant plus ni lien ni intérêt commun avec le peuple va apparaitre l'embryon de ce qu'on appellera la *« dissidence »*. Des intellectuels le plus souvent (la dissidence ouvrière ne sera révélée que plus tard) généralement insérés dans l'appareil d'Etat vont commencer à critiquer le fonctionnement du sytème, lourdeur bureaucratque, raideur politique, puis peu à peu vont remettre en cause le système soviétique lui-même avec son absence totale de démocratie pour le peuple, la toute puissance d'une caste au pouvoir, un appareil de répression jamais vu et une militarisation à outrance. Sakharov sera un pionnier de cette dissidence. Veillant toujours à rester dans le cadre de la légalité formelle, il est l'exemple même de ce cheminement de pensée.

D'abord il co-signe avec l'historien Roy Medvedev et un autre physicien Tiourchine un mémorandum à Brejnev sur le retard de la science soviétique dû à la lourdeur de l'appareil bureaucratique.

En 1970, il fonde le Comité pour les droits de l'homme en U.R.S.S. Il est un des premiers également à faire connaitre son activité de dissident en Europe occidentale.

En 1975, il participe à la création du groupe pour l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki que Brejnev vient de signer avec les U.S.A. et 36 autres pays. Dans ce texte, outre les belles phrases sur la détente, est prévue la *« libre circulation des hommes et des idées »*.

UN SYMBOLE DE LA DETENTE

Sakharov s'occupe enfin de la défense des autres dissidents. La plupart en effet sont arrêtés, déportés, exilés ou internés dans des hôpitaux psychiatriques. A chaque procès, devant la porte on retrouve Sakharov. Car contraiement aux Loubarsky, Plioutch, Kouznetsov ou tout récemment Orlov, Sakharov est une sorte de symbole. Il apparaît intouchable : il est académicien, scientifique de renommée mondiale croulant sous les distinctions — Brejnev a bien tenté de le faire exclure de l'académie en 1973 par les autres académiciens mais sa pétition ne recueillit que 38 signatures sur 120 — surtout il est désigné en 1975 comme prix Nobel de la paix.

En 1975, c'est l'année de la signature des accords d'Helsinki auxquels Brejnev tient tant à cause du mythe de la détente qu'ils entretiennent/

Dans ce sens Sakharov devient le garant vivant, l'*« otage »* de l'application de ces accords. Ce statut à part lui aura évité jusqu'à ces derniers jours le sort de la plupart des dissidents soviétiques.

UN DEMOCRATE FACE A BREJNEV

Cela ne l'empêche pas en 1975 de publier un livre *« Mon pays et le monde »* (Seuil) dans lequel il dénonce la confiscation du pouvoir et des richesses par une nouvelle bourgeoisie, ce qu'il appelle la *« nomenclature »* et la vie de misère de la masse du peuple soviétique. Dans lequel il émet de sérieux doutes sur la réalité de la détente.

Cela ne l'empêche pas non plus d'aller soutenir Youri Orlov, autre membre du Comité de surveillance des accords d'Helsinki, en mars 1978 lors de son procès truqué. Alors, un réactionnaire, Sakharov, comme le dit Marchais qui n'a toute fois pas osé applaudir à son arrestation ? Certainement pas. Un communiste tel que nous nous l'entendons ? Probablement pas non plus. Un démocrate assurément. Un humaniste préoccupé de liberté et de justice sociale dans un pays où ces deux notions ont été vidé de leur sens. Face à la dictature des Brejnev et Andropov, le patron du K.G.B., un symbole qu'il faut défendre.

Pourquoi cette arrestation maintenant?



On peut se demander pourquoi le Kremlin a choisi ce moment précis quelques semaines après son opération coloniale afghane et alors que la tension n'était pas retombée pour procéder à l'arrestation de Sakharov.

En arrêtant celui qui était généralement considéré comme intouchable du fait de son prix Nobel de la paix obtenu en 1975, l'année même de la signature des accords d'Helsinki, Moscou a fait voler en éclats les dernières illusions sur des accords déjà bien endommagés par le coup de Kaboul. L'élavoration du mythe de la détente était pourtant depuis plus de 10 ans la base même de la stratégie de Brejnev.

De son exil à Gorki, Sakharov a lancé un dernier appel : *« Mon arrestation est à la politique intérieure de l'U.R.S.S. ce que Kaboul est à sa politique extérieure »*.

Pourquoi donc avoir choisi ce moment ? Plusieurs réponses qui ne s'excluent d'ailleurs pas l'une l'autre peuvent être avancées :

— Moscou à définitivement renoncé au paravent que constituait l'idée de la détente. Le Kremlin se sent désormais assez fort pour engager la confrontation directe, voire jusqu'au conflit avec les U.S.A. s'il le faut. Dans cette optique Sakharov n'est plus symbole de rien du tout et son sort peut être celui de tous les autres dissidents. Cette idée paraît cependant risquée. Il faudrait encore trois ou quatre années à l'U.R.S.S. pour s'assurer d'une nette supériorité militaire sur les U.S.A. Dans ce sens on peut d'ailleurs dire que le coup de Kaboul est une maladresse de la part du Kremlin car il a largement contribué à sortir l'impérialisme U.S. d'une léthargie militaire dantant de la guerre du Vietnam.

— L'arrestation de Sakharov, tout comme l'invasion de l'Afghanistan, sont le signe d'un nouveau rapport de force au Kremlin dans la préparation de la succession de Brejnev. C'est la tendance *« dure »* représentée par Oustinov (armée) et Andropov (K.G.B.) sur les partisans de la continuation d'une politique plus finaude, à la Brejnev, comme par exemple Tchermienko.

— Quelques mois avant les Jeux olympiques enfin, Moscou a pu craindre que la dissidence et son chef de file Sakharov ne parle non seulement sur la politique intérieure de répression mais aussi qu'il dise ce qu'il pense des chars russes à Kaboul.

C'est sûrement dans un mélange de ces trois raisons que se trouve la réalité. Une chose est sûre : ni l'une ni l'autre n'augure d'un avenir rassurant ni pour le peuple soviétique ni pour la paix mondiale.

Serge Forest

« L'invasion de l'Afghanistan n'est pas un incident de parcours »

Le premier février dernier avait lieu à Paris un meeting de protestation contre l'invasion de l'U.R.S.S. en Afghanistan à l'appel du P.C.R.ml et du P.C.M.L. Différentes organisations telles que la Fédération des étudiants afghans à l'étranger et le Parti du prolétariat d'Iran ont également pris la parole devant une assistance d'environ un millier de personnes.

Nous publions de larges extraits de l'intervention prononcée au nom du P.C.R. ml et du P.C.M.L. par Pierre BAUBY.

(...) Ce pays est une plaque tournante entre l'Ouest et le Sud de l'Asie. Il occupe une position stratégique d'autant plus importante que le Moyen Orient et la région du Golfe persique sont le centre mondial de la production pétrolière.

Au sud, l'Afghanistan confine au Pakistan. A l'ouest à l'Iran. Ce pays est un tremplin idéal pour les Soviétiques pour réaliser leur poussée vers le sud, vers l'Océan indien, les mers chaudes. L'intervention de l'U.R.S.S. en Afghanistan a un rôle important dans la stratégie globale de nature totalement impérialiste : c'est un tremplin idéal pour réaliser sa poussée vers le sud, étendre sa présence au MoyenOrient et en Asie du Sud.

Ce but apparaît clairement si l'on passe en revue les agissements de Moscou dans la région. Ainsi, ces derniers mois plusieurs traités militaires ont été signés avec l'Ethiopie et le Yemen du Sud. Depuis novembre 1978, l'U.R.S.S. dirige et encadre l'armée éthiopienne dans sa guerre d'agression contre le peuple erythréen.

D'ailleurs, il existe en Afghanistan et ses deux voisins, le Pakistan et l'Iran, des différents éthniques et frontaliers qui peuvent, à tout moment, donner prétexte à une nouvelle intervention soviétique.

Que vise ainsi l'U.R.S.S. ?

A renforcer sa présence à proximité des champs pétroliers du Moyen-Orient et des voies de communication maritimes par lesquelles est acheminé le pétrole à destination de l'Europe, du Japon, des U.S.A.

L'intervention en Afghanistan fait partie d'un déploiement des forces soviétiques dont l'objectif est de préparer l'asphyxie des approvisionnements pétroliers de l'Europe.

C'est la plus récente des agressions commises par l'U.R.S.S. Elle vient à la suite des agressions ayant eu lieu ces dernières années et qui se sont multipliées ces derniers mois, comme en témoignent :

– l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 ;

– le soutien de l'Inde dans son agression contre le Pakistan ;

– l'intervention soviéto-cubaine en Angola et l'utilisation des mercenaires cubains pour se tailler des zones d'influence en Afrique ;

– la participation à la guerre entre l'Ethiopie et la Somalie ;

– l'agression du peuple erythréen ;

– le soutien militaire à l'intervention vietnamienne au Cambodge.

Chaque fois, l'U.R.S.S. va plus loin.

C'est que l'U.R.S.S. n'a plus rien de socialiste :

* Sur le plan intérieur, la politique de la bourgeoisie au pouvoir en U.R.S.S. se caractérise par l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple, par la répression ouverte, comme en témoigne encore l'arrestation et la déportation de Sakharov. C'est une politique de type fasciste que mène aujourd'hui Brejnev.

* Avec le rétablissement du capitalisme, l'U.R.S.S. s'est engagée dans une politique d'expansion et d'agression qui se développe sur les différents continents et dont l'objectif est l'hégémonie mondiale.

Oui, l'U.R.S.S. est bien une superpuissance impérialiste, au même titre que l'impérialisme américain. Leur rivalité est la source de l'insécurité qui existe aujourd'hui dans le monde.

Cette rivalité qui s'exerce sur tous les continents, a comme enjeu stratégique l'Europe, du fait de son potentiel humain, économique et technologique, des ses relations privilègiées avec certaines zones du Tiers Monde. L'Europe assurerait à la superpuissance qui parviendrait à la dominer sans partage, un avantage décisif dans la rivalité pour l'hégémonie mondiale.

Nous sommes bien loin de l'Afghanistan penseront certains. Ce n'est qu'une apparence. Car l'intervention et l'occupation de ce pays trouvent leur justification fondamentale dans la préparation de l'asphyxie des approvisionnements pétroliers et autres matières permières de l'Europe, afin de la soumettre.

L'Europe est bien l'enjeu de l'agression russe contre l'Afghanistan et de la rivalité des deux superpuissances dans cette région du monde.

Car, de son côté, l'impérialisme américain, en soutenant jusqu'au bout le régime criminel du Shah, en soutenant la politique d'agression d'Isaël contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes, ne reste pas inactif. Il cherche à maintenir sa présence dans la région et d'y poursuivre sa politique de pillage des ressources pétrolières.

Cette rivalité des deux superpuissances pour le partage du monde rend inéluctable une troisième guerre mondiale impérialiste : aucune superpuissance ne se résoudra pacifiquement à laisser l'autre exercer l'hégémonie à son détriment. La décennie qui s'ouvre est lourde de ces graves menaces pour la paix, l'indépendance des pays et la liberté des peuples.

L'invasion de l'Afghanistan est une nouvelle phase des préparatifs de guerre de l'U.R.S.S.

Car, l'U.R.S.S. est aujourd'hui le principal fauteur de guerre : dans le cadre de sa rivalité avec l'impérialisme américain, la superpuissance russe est à l'offensive alors que les U.S.A., qui ont subi de nombreuses défaites sous les coups des peuples et qui cherchent avant tout à préserver leurs propres positions impérialistes, sont aujourd'hui sur la défensive.

Plus que sur son potentiel économique, inférieur à celui de la superpuissance américaine, c'est sur son potentiel militaire que compte l'U.R.S.S. pour s'assurer un avantage décisif sur son rival.

En témoigne le gigantesque potentiel militaire accumulé en Europe. La décision prise en décembre 1979 par l'O.T.A.N. d'installer en 1983 des fusées *pershing* en Europe a été montée en épingle par les dirigeants du P.C.F. qui ont « *oublié* » de parler des



fusées soviétiques SS 20 déjà pointées sur l'Europe de l'Ouest et donc de dire que la décision de l'O.T.A.N. ne pouvait conduire qu'à une réduction du déséquilibre des forces militaires existant aujourd'hui en Europe, sans le remettre en cause.

Comment penser qu'un tel potentiel militaire est mis en place pour ne jamais être utilisé !

Discourant sur la détente, se présentant comme une puissance de paix, l'amie véritable des peuples, leur allié naturel, la superpuissance soviétique est aujourd'hui le principal fauteur de guerre dans le monde.

Déjà dans les années trente, Hitler, Mussolini, Hiro-Hito n'agirent pas autrement : n'ayant que le mot paix à la bouche et exigeant un repartage du monde en leur faveur, ils envahirent successivement l'Ethiopie, la Chine, l'Albanie, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, l'Autriche, avant que le monde entier, et en particulier l'Europe, ne devienne l'objet de leurs agressions. C'est une leçon de l'histoire payée suffisamment chère par les peuples pour ne pas être oubliée !

Non, l'invasion de l'Afghanistan n'est pas un accident de parcours. C'est la mise en œuvre de sa course effrénée à l'hégémonie mondiale.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter le commentateur de l'agence de presse officielle *Novosti* qui a prétendu ne pas pouvoir dire si l'invasion de l'Afghanistan ne se renouvelerait pas : « *cela dépendra de la situation d'alors* » a-t-ilprécisé. (...)

LA GUERRE N'EST PAS UNE FATALITE

(...) La guerre n'est pas une fatalité. Laisser agir les agresseurs, se contenter de protestations verbales, multiplier les concessions, leur décerner des brevets de pacifisme en croyant ainsi les amadouer, comme l'a fait à plusieurs reprises Giscard, cela ne fait que les encourager dans leur audace agressive et expansionniste.

Il est possible de lutter contre la guerre, de la retarder.

Il est possible de faire reculer les agresseurs, en leur faisant payer le prix fort chacun de leurs actes contre l'indépendance des peuples, en ripostant fermement à chacune de leurs agressions. Ainsi seulement la paix mondiale peut être défendue. (...)

Le massacre d'un village afghan

Dans la nuit de dimanche à lundi, l'Agence France-Presse a publié la dépêche suivante : Peshawar (A.F.P.) — Il aura fallu attendre près d'un an pour que l'histoire de Kerala, un village martyr afghan où plus de mille hommes et adolescents ont été massacrés par l'armée afghane sur l'ordre de «conseillers» soviétiques, soit enfin établie et confirmée.

Pour la première fois en effet un groupe de journalistes occidentaux a pu rencontrer au Pakistan de nombreux survivants du massacre qui s'y étaient réfugiés et reconstituer précisément par leurs témoignages l'assassinat prémédité d'environ mille cent soixante-dix hommes et garçons de ce village du Khunar, non loin de la frontière pakistanaise.



En avril 1979, après une attaque rebelle aux environs du village, quelque 200 soldats et policiers, dont 20 Soviétiques en uniforme afghan, prenaient position avec l'aide de trente véhicules blindés autour du village de Kerala, non loin de Chaga Saraï, la capitale provinciale du Khunar.

Le vendredi 20 avril, toute la population mâle présente au village, jusqu'aux garçonnets de 12 - 13 ans, fut rassemblée dans un champ voisin et passée en tas par les armes. Les femmes furent groupées dans une mosquée avec les enfants et ne purent empêcher les soldats d'enterrer les corps, dont certains bougeaient encore, à l'aide d'un bulldozer.

Comparable en horreur aux massacres d'Oradour-sur-Glane (France), Lidice (Tchécoslovaquie) ou My-Lai (Vietnam), la tuerie de Kerala fut ordonnée, selon les survivants, par un officier soviétique blond que les villageois connaissaient pour l'avoir déjà vu dans la région, encadrant les troupes afghanes, en uniforme afghan mais sans insigne.

«Les hommes furent regroupés sous le prétexte de tenir une «Loyah jirga» (grande assemblée) pour décider de la conduite à tenir après une attaque la veille de la rébellion aux environs du village», ont raconté plusieurs dizaines de femmes de Kerala maintenant réfugiées dans la province pakistanaise de Bajaur. *«On a demandé à nos maris et à nos garçons de crier «Hourrah !» pour le régime Taraki. Mais ils étaient de cœur avec la rébellion. Ils ont crié «Allah O Akbar» (Dieu est le plus grand), les soldats les ont fait accroupir, se sont mis en ligne avec les officiers soviétiques derrière eux, puis ont ouvert le feu. Après le massacre, ils se sont encore répandus dans le village à la recherche d'hommes qui se seraient cachés, et ils en ont tué plusieurs autres».*

Seuls ont survécu des hommes qui se trouvaient alors dans les champs ou dans les montagnes : environ deux cents. De Kerala, qui comptait plus de cinq mille habitants, il ne reste plus que 400 familles, presque uniquement des femmes et des enfants, dispersés sur plusieurs dizaines de kilomètres en territoire pakistanais.

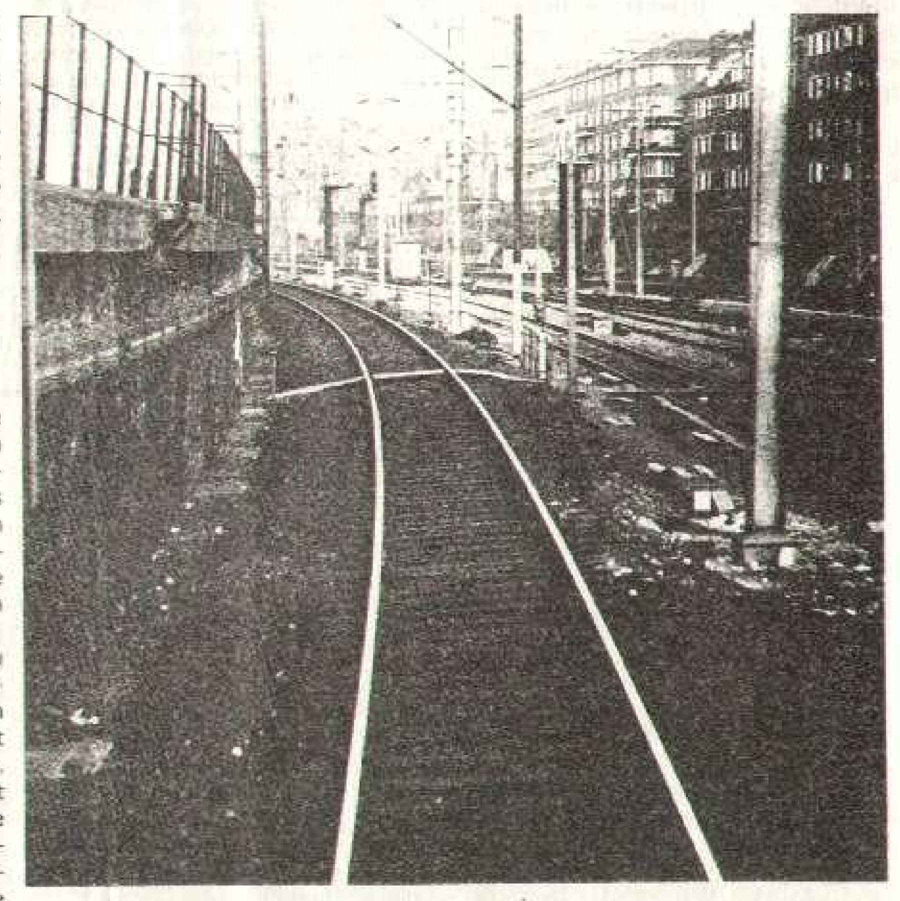
Des informations étaient déjà parvenues au Pakistan, sur le massacre de Kerala. Mais les témoignages étaient isolés et fragmentaires. Les interviews obtenues par plusieurs correspondants étrangers auprès de dizaines de réfugiés de Kerala dispersés dans toute la région — en principe interdite aux étrangers — de Bajaur, laissent peu de doute désormais sur l'étendue de la tuerie et la participation active d'officiers soviétiques.

Une veuve de 45 ans, Bibi Rakhara, qui a perdu son mari, quatre frères, un fils et deux neveux dans cette fusillade, a raconté aux reporters : *«Quand les coups de feu ont commencé, nous avons vu de la mosquée nos hommes tomber. Nous avons voulu les rejoindre, mais les soldats nous en ont empêchés».* Selon les témoins, la fusillade n'a duré que quelques minutes. Un hélicoptère tournoyait au-dessus de la scène et un officier afghan a pris des photos. Un bulldozer est très vite arrivé et a enterré les corps dont certains bougeaient encore.

Le massacre a été confirmé par un officier pakistanais en poste près de la frontière qui a raconté que *«toutes ces veuves et ces enfants étaient arrivés par petits paquets, pleurant et dans un état lamentable après la tuerie en avril. Il n'y avait pratiquement pas d'hommes avec eux».*

La lutte des cheminots contre la nouvelle réglementation du travail

A l'appel des fédérations C.G.T. et C.F.D.T., les cheminots se sont mis en grève du 11 au 20 janvier. La lutte avait pour objectif de s'opposer à la nouvelle réglementation du travail. Cette nouvelle réglementation est vivement ressentie par les roulants qui voient instaurer la conduite par un seul conducteur, jusqu'alors assurée par deux agents.



LE PREAVIS DE GREVE A LA S.N.C.F.

Dans le secteur public toute grève doit être précédée par le dépôt d'un préavis précisant la durée du mouvement. Précisons que les travailleurs doivent cette mesure à une décision du Parlement sur proposition du gouvernement de de Gaulle en 1961, suite à une grève surprise des employés de la R.A.T.P.

A l'occasion de cette action du mois de janvier 1980, les confédérations ont modifié leur tactique. En effet, elles donnaient habituellement un préavis de 24 h à 48 h de grève. Cette fois-ci, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. ont déposé un préavis d'une semaine ce qui permettait aux différents secteurs techniques, aux différents ateliers de reconduire la grève dans les limites des huits jours au-delà desquels les cheminots s'exposaient à de graves sanctions.

Cette modification de tactique répondait aux vœux des cheminots qui avaient émis de nombreuses critiques sur les journées d'action de 24 h et de 48 h. Reconnaissons que cette mesure des fédérations, qui peut être jugée encore insuffisante par certains cheminots, était de nature à permettre une large expression de la combativité.

LA PARTICIPATION A LA GREVE

Dans l'ensemble de la France la grève a été inégalement suivie. Ce sont l'Ouest, le Sud Est, les gares parisiennes, Toulouse, Orléans qui ont vu les plus fortes participations. Cette inégalité dans la participation est due en partie au fait que la nouvelle réglementation du travail s'effectue étape par étape.

Les difficultés de mobilisation trouvent aussi leurs origines dans la date qui a été retenue pour cette action. Une question s'est effectivement posée : pourquoi engager l'action au mois de janvier alors que le trafic n'est pas à son plus haut niveau. Des cheminots avaient effectivement demandé à partir en lutte au mois de décembre, mois où le trafic est élevé.

L'examen du développement de l'action, va illustrer les difficultés de mobilisation des cheminots.

Mercredi la grève était reconduite à Toulouse, Marseille, Montpellier, Rennes, Nantes, Tours par 85 % des cheminots. A Dijon, Lyon c'était 60 % des cheminots qui décidaient de poursuivre l'action. Cela reflétait la combativité de ces secteurs. Pourtant lorsque l'on examine l'ensemble des cheminots, nous sommes bien obligés de constater que tout le monde n'est pas là d'une part et que d'autre part tout le monde n'est pas prêt à aller plus loin. A Paris dès le lundi soir La Villette sédentaire, Ourcq, Paris Est, Noisy, le travail reprend. Ce n'est pas là qu'un exemple qui va se reproduire dans de nombreux endroits. Dans la région Provence Côte d'Azur, là où les cheminots font preuve d'esprit de lutte comme à Port de Bouc, non loin de là à Miramas, il n'y avait plus mercredi que 47 % de grévistes au centre de triage, 42 % le jeudi, 38 % le vendredi. A Avignon, la situation était similaire. Ce sont là des faits objectifs, qui désolent les cheminots qui attendent depuis si longtemps d'en découdre avec la direction de la S.N.C.F. Ce sont là des faits qui doivent nous inciter à réfléchir et qui montrent que la situation ne permettait pas aux cheminots d'engager une lutte d'envergure.

Charles Malloire

A propos de la grève du 11 au 20 Janvier: quelques enseignements

Charles Malloire

Parmi les obstacles à l'unité des cheminots et au développement de leur lutte trois difficultés sont apparues de façon criante. Nous vous proposons quelques réflexions à leur sujet.

LA DIVISION CATEGORIELLE ET SYNDICALE

La multitude des catégories, la diversité des fonctions qui se traduisent par des intérêts catégoriels constituent sans aucun doute un obstacle important à la réalisation de l'unité des cheminots. Ces intérêts catégoriels ont constitué une base objective favorable au développement d'un syndicalisme corporatiste qui constitue un facteur supplémentaire de divison et rend l'entreprise d'une action encore plus difficile. La diversité des fonctions, leur rôle plus ou moins déterminant dans la circulation des trains, a permi à certaines catégories par des actions à caractère corporatiste de conquérir des avantages particuliers. Cette conception de l'action revendicative a élargi le fossé entre les différentes catégories de cheminots. Cette réalité objective rend très difficile la réunion des conditions de l'unité indispensable au déclenchement d'une action d'envergure à la S.N.C.F. La nécessité d'un syndicalisme de classe qui par delà les intérêts particuliers, organise et unifie l'ensemble de la classe ouvrière dans la lutte est manifeste. Seule cette conception de l'action syndicale permettra à la classe ouvrière de défendre ses intérêts économiques et préparera l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

AGIR ENSEMBLE POUR L'INTERET DE TOUS

Cette vision de la lutte est bien souvent mise au second plan. Beaucoup voit l'action revendicative sous un angle étroit, qui se résume dans cette question : qui par son action va bloquer le trafic ?

Il est évident que les aiguilleurs, les roulants sont des catégories qui par leur seule action peuvent bloquer en partie le trafic. Mais c'est là restreindre l'envergure de la lutte de classe. La lutte de classe que les cheminots mènent exige la participation de tous. Il serait illusoire de vouloir travailler à l'unité des cheminots sans la participation de tous ceux et de toutes celles pour qui la lutte est le seul moyen de vendre à meilleur prix leur force de travail, que l'on soit à l'entretien des voies, aux aiguillages, roulants ou enrayeurs... Il ne peut y avoir d'unité en dehors de l'action.

LA SOLIDARITE DE CLASSE, LA SOLIDARITE AVEC LES VOYAGEURS

L'action de classe des cheminots, qui touche un secteur névralgique de l'économie, exige dans la perspective d'action d'envergure le soutien actif de la classe ouvrière. En réalité la classe ouvrière est exploitée par les mêmes monopoles au service desquels la S.N.C.F. transporte marchandises et voyageurs. Les ouvriers et les cheminots ont à la base de leur exploitation la même cause, le même ennemi de classe. Le même ennemi de classe exige la même action, la même solidarité. Cette solidarité est trop peu développée, que ce soit au moment des luttes de la classe ouvrière ou des luttes des cheminots.

L'autre aspect de la solidarité s'adresse aux voyageurs. Cet aspect de la solidarité constitue aujourd'hui une tradition dans les actions revendicatives des cheminots, nous ne nous y attarderons pas.

Ces quelques réflexions restent bien modeste, surtout comparées à l'effort de mobilisation auquel participent activement l'ensemble des militants marxistes-léninistes travaillant à la S.N.C.F.

Pour conclure, on ne peut pas parler des difficultés que rencontre le développement de la lutte chez les cheminots sans évoquer les grandes traditions de lutte de classe auxquelles ils ont contribué. Ce passé nous est utile, il est pour nous source d'enseignements, et un appui pour développer la lutte de classe dans ce secteur.

Les cheminots n'ont pas utilisé seulement l'arme que représente le blocage du transport ferroviaire pour la défense de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Ils l'ont mis au service de toute la classe laborieuse et de notre peuple contre le joug nazi, pendant la Résistance. Beaucoup de cheminots furent fusillés, déportés parce qu'ils luttaient contre le fascisme, contre la politique hégémoniste de l'Allemagne hitlérienne.

On ne peut qu'être révolté par ce système d'exploitation qui voit une fois de plus aujourd'hui les monopoles faire payer leur restructuration aux travailleurs d'une profession qui ont donné jusqu'à leur vie pour la liberté. Le système capitaliste constitue bien un système qui méprise les hommes, pour les seuls profits monopolistes d'une minorité de nantis.

La lutte économique est indispensable mais elle ne suffit pas si l'on veut se libérer de l'exploitation capitaliste. Seule la lutte politique, l'organisation politique pourra permettre le renversement du système d'exploitation. En retour cette conscience politique née de la lutte et de l'organisation politique facilitera le développement de la lutte économique des cheminots, comme des autres travailleurs, et préparera l'instauration d'un système économique et politique où l'homme pourra pleinement s'émanciper en se libérant de l'exploitation.

Ce système auquel nous aspirons nous est commun aussi bien aux militants communistes que nous sommes, qu'aux cheminots dont nous venons d'évoquer la condition et leurs luttes, qu'à l'ouvrier de l'Alsthom, qu'à nos frères immigrés, qu'au petit paysan, qu'à l'intellectuel épris de servir le peuple laborieux.

Ce système c'est le SOCIALISME.

Charles Malloire

La SNCF

Plus de 60 % du trafic de la S.N.C.F. est consacré au transport des marchandises. La S.N.C.F. n'est donc pas une entreprise au service des seuls voyageurs, elle est en définitive au service des monopoles. Cette entreprise nationalisée connait elle aussi une mutation permanente. Cette mutation vise à mettre sur pied un type de transport le plus rapide, le moins coûteux, en résumé le plus adapté à l'activité économique dans l'intérêt des monopoles.

L'ensemble des cheminots se répartissent dans différents services : directions, exploitation, traction, matériel, équipement, Sernam. Des raisons objectives sont à l'origine de contradictions effectives qui nuisent à l'unité d'action des cheminots dans la lutte revendicative. Cela tient à la hiérarchie, aux différences de salaires, aux différentes fonctions qu'occupent les cheminots à la S.N.C.F. Ainsi la grève pour défendre le prix de sa force de travail n'aura pas la même incidence sur le trafic selon que le cheminot soit un roulant, un aiguilleur, ou selon qu'il travaille à l'entretien des voies. Chaque catégorie n'aura pas les mêmes conditions de travail. Suivant leur fonction, leur catégorie, les conditions objectives à partir desquelles les cheminots développeront leurs conscience de classe ne seront pas les mêmes. Tout cela participe aux difficultés objectives que rencontre les militants syndicalistes et politiques dans leur effort d'organisation de la lutte renvendicative et de la lutte de classe.

Cette lutte est nécessaire au moment où la S.N.C.F. poursuit sa mutation au détriment des intérêts des cheminots. Cette mutation se traduit par une restructuration, véritable fléau pour les travailleurs. Ainsi la nationalisation n'a pas protégé les cheminots des conséquences de ce mouvement de réorganisation du transport ferroviaire, même si le mot licenciement n'a jamais été prononcé.

L'évolution technologique voit la modernisation des centres d'aiguillages, des centres de triage, l'automatisation des signaux, des aiguillages. Tout est fait pour diminuer les coûts de transport, l'automatisation est mise au service de cet objectif. La conséquence, la voici :

En 1954, il y avait 388 000 cheminots, en 1965 leur nombre était de 359 000, en 1973 ils n'étaient plus que 285 000. Qui trinque ?

De 1965 à 1971 les Directions perdent 4 000 emplois, l'Exploitation, le Matériel traction, les Voies bâtiments ensemble perdent 65 000 emplois, le Matériel traction perd à lui seul 30 000 emplois. Parallèlement les conditions de travail connaissent une aggravation assez nette, pour un salaire d'embauche aujourd'hui de 2 348 F. Ce processus, les cheminots le connaissent bien. D'un autre côté les habitants des localités desservies par la S.N.C.F. en prennent conscience. Ce sont des suppressions de lignes, de gares, alors que Guillomat dans son rapport propose une concentration du réseau ferroviaire qui n'est pas sans avantager les monopoles pétroliers. Notons que la direction de la S.N.C.F. lui a retirer sa considération, un moment accordée du fait de l'augmentation du prix du brut. Seulement si ce n'est pas au profit des monopoles pétroliers, la restructuration se fera au profit d'un autre monopole, ce n'est pas les concurrents qui manquent.

La direction poursuit donc son objectif : réduire les coûts de transport. Le 7 août 1979 paraissait un arrêté ministériel qui fixait la nouvelle réglementation du travail couramment appelé chez les cheminots le P4. Cette nouvelle réglementation a pour conséquence l'inexistence des deux jours de repos consécutifs, non réduction de la durée du travail en particulier pour ceux qui effectuent des travaux de nuit pénibles, ou qui travaillent loin de chez eux, conduite assurée par un seul agent au lieu de deux. Dans le même temps l'ensemble des postes font l'objet d'un réexamen avec suppression de poste dans certains cas ou augmentation de la charge de travail, et tout cela avec un salaire d'embauche de 2 348 F par mois.

On comprend alors la volonté de lutte qui anime aujourd'hui les cheminots.



BREF HISTORIQUE DE LA NATIONALISATION DE LA SNCF

La nationalisation a eu lieu en 1937 dans des conditions qui nous permettent de comprendre à la fois l'intérêt qu'a trouvé la bourgeoisie dans la nationalisation et pourquoi la nationalisation a été accompagnée d'importantes mesures sociales favorables aux cheminots.

Avant 1937, différentes entreprises assuraient selon les régions le transport sur voie ferrée. Cela présentait des inconvénients pour le développement de l'industrie, dans la mesure où l'absence de standardisation du matériel ferroviaire entravait la circulation des marchandises sur l'ensemble du pays. La monopolisation de la production insutrielle exigeait bientôt un système de transport ferroviaire unique, coordonné centralement. La bourgeoisie a vu à cette époque dans la nationalisation un moyen d'obtenir le système ferroviaire nécessaire au développement de son industrie. Elle y mit cependant deux conditions.

La nationalisation devait respecter la majorité des intérêts privés jusqu'alors détenteurs du système ferroviaire. Ainsi 49 % des actions seront détenues par des sociétés privées après la nationalisation. Elle devait permettre la transformation du système ferroviaire en ne mobilisant qu'un minimum de capitaux privés, ceux-ci étant nécessaires au développement industriel.

Ces conditions étant réunies, restait la satisfaction des revendications des cheminots qui en 1936 avaient montré

une grande combativité. De plus leur action entraînait la paralysie quasi totale du trafic ferroviaire. Cela constituait une menace permanente pour les capitalistes qui n'avaient à cette époque pas de moyens auxilliaires de transport susceptibles de pallier à un arrêt du trafic ferroviaire en cas de grève. Ce fut cette situation qui permit aux cheminots d'obtenir par la lutte de nombreux avantages sociaux. Quand le transport routier est devenu un moyen de transport suffisamment fiable, rapide, souple, le chemin de fer a perdu la primauté dans le transport des marchandises et des voyageurs. Du même coup les cheminots voyaient l'arme que constituait leur outil de travail perdre de son efficacité au moment même où le développement technologique allait créer les conditions de la poursuite de la mutation de la S.N.C.F. En 1934 M. THOREZ ne disait-il pas :

« En périodede crise, les prétendues nationalisations, les participations de l'Etat, dissimulent les subventions accordées par l'Etat aux entreprises capitalistes en difficulté et cela au détriment des masses laborieuses. Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'Etat bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière. » Les faits lui ont donné raison !

charles MALLOIRE

QUELQUES PATRONS DE LA S.N.C.F.

GENTIL DIRECTEUR GENERAL	au conseil d'administration AIR INTER Sté européenne pour le financement de matériel ferroviaire (EUROFIMA)
DUPUY DIRECTEUR Gal ADJOINT	président du C.A. de SCETA (filiale de la S.N.C.F.) de la société hydro-électrique du Midi (SHEM) au C.A. Interfrigo Sofrerail
BOULEY DIRECTEUR DU MATERIEL	au C.A. SGW ET SHEM
LECLERC DU SABLON DIRECTEUR Transport et commercial	au C.A. STEF, SGW, CNC
PIEFFORT DIRECTEUR Gal adjoint	président STEF (Société des transports et entrepôts frigorifiques) P.D.G. Vacances 2000 a été président SERNAM au C.A. Entrepôts de Bâle et Calberson
DE BOISSIEU VICE PRESIDENT	P.D.G., vice-président, administrateur de 12 sociétés dont : Banque Rotschild PLM Chaussures Bally
GETTEN ADMINISTRATEUR	P.D.G. et administrateur de 23 sociétés dont : Cie européenne de céréales (CEC) Agence HAVAS
PAGESY ADMINISTRATEUR	P.D.G. et administrateur de 12 sociétés dont : Cie française d'épargne et de crédit, Assurance A.G.P.-Vie, LA PATERNELLE SCHEIDER

Port de Bouc: les cheminots en grève font signer une pétition aux voyageurs



DOSSIER

SANTE : LE MEPRIS ET PROFIT

Réalisé par Marc Poulain, Nathalie Villotiers et Rémi Dainville

Le droit a la santé: partie prenante des revendications des travailleurs

Nous consacrons notre dossier habituel aux questions touchant à la santé. Traiter de cette question vaste le plus complètement, le plus profondément possible sur huit pages de notre bimensuel est une chose difficile à réaliser ; c'est pourquoi ce dossier comporte bien des lacunes, bien des aspects n'y sont pas traités ou incomplètement. Nous abordons les questions de l'hospitalisation, des prix des médicaments et de la médecine du travail. Cette dernière question illustrée par des faits survenus dernièrement à Usinor Mardyk.

Il aurait encore fallu dénoncer les attaques répétées du gouvernement Giscard-Barre contre la Sécurité sociale, les retraités, les chômeurs dans le domaine de la santé et bien d'autres faits illustrant leur politique anti-sociale.

C'est bien à une véritable agression que doivent faire face la classe ouvrière et les masses populaires, sur le plan de la santé comme sur bien d'autres plans.

Ces attaques répétées contre ce droit chèrement acquis par la lutte des travailleurs dans le passé, montrent, si besoin était , que les revendications sur le plan de la santé sont étroitement liées aux autres revendications de la classe ouvrière ; au même plan que la lutte contre la vie chère, le chômage, les licenciements, les bas salaires.

Les travailleurs aspirent légitimement à travailler dans des conditions décentes où soient respectées leur santé et leur sécurité. Le gouvernement et le patronat voudraient, eux, nous faire revenir cent ans en arrière, sous couvert de la crise et des nécessaires restrictions qu'il faudrait consentir pour voir le « bout du tunnel ».

La hausse des médicaments, les restrictions sur leur remboursement, les restrictions dans les conditions d'hospitalisation, les mesures spéciales qui feront que certains chômeurs n'auront plus droit à la sécurité sociale, enfin les attaques contre les vieux travailleurs à la retraite, tout cela c'est aussi une atteinte très grave au droit à la sécurité et à la santé de l'ensemble de la classe ouvrière.

Face à ces atteintes, à cette AGRESSION scandaleuse et inacceptable, la lutte des travailleurs dans les usines, les bureaux... doit rejoindre celle des travailleurs de la santé. Cette voie, ceux d'Usinor Mardyk, qui se battent pour conserver leur médecin du travail, nous la montrent.

Claude Dhalluin



Hôpitaux...Danger!

Marc Poulain

Le 25 juillet dernier, Barre adresse une lettre à tous les préfets de France, lettre que l'on pouvait résumer ainsi : *« situation financière du régime général d'assurance maladie critique, stopper les dépenses de santé »*.

Cette lettre fait suite à une campagne d'intoxication envers l'opinion publique voulant démontrer plusieurs choses :

1) que les Français se soignent trop ;

2) que les Français (et les immigrés) s'arrêtent abusivement ;

3) qu'il faut favoriser l'hospitalisation à domicile (alors qu'il n'y a aucune structure pour l'assumer).

Ainsi que diverses mesures concrètes comme la réduction de médecins par la réforme de leurs études...

C'est à se demander si le débat sur l'euthanasie, il y a quelques mois ne fait pas partie de cette mise en condition de l'opinion publique. Cette campagne s'accompagne de menaces de déconventionnement pour les médecins qui prescriraient et arrêteraient trop souvent d'après les normes restrictives de la Sécurité sociale.



ON COUPE LES VIVRES !

C'est donc au terme de cette campagne que le Docteur es austérité, Barre, décide *« d'infléchir le rythme d'augmentation des dépenses de santé »*.

En clair, pour les hôpitaux, cela veut dire :

– bloquer les budgets primitifs, supprimer les budgets supplémentaires, indispensables pour faire face aux dépenses en cours d'année et n'existant de fait que pour pallier aux squelettiques budgets primitifs. Et cela, quelle que soient les dépenses en cours ou en projet.

Pour garantir l'application de ces décisions, le ministre de la Santé, Simone Veil à l'époque, s'octroie le droit de passer par-dessus l'avis des Conseils d'administration des hôpitaux.

OBJECTIF ECONOMIE

– Suppression du personnel, diminution du nombre de lits.

Tous les moyens sont bons pour supprimer du personnel.

On attaque d'abord les plus vulnérables.

Trois mille licenciements de temporaires sont dénombrés à la rentrée et ce seulement sur une dizaine d'établissements recensés.

Les congés maladie, maternité ou annuel ne sont quasiment plus remplacés.

Toute création de postes comme de lits ne peut avoir lieu que si l'on supprime l'équivalent au niveau du département. Alors que la population en France s'accroît de 0,7 % annuellement, soit d'environ 370 000 personnes, donc que les besoins en matière de santé grandissent, un projet de 110 000 suppressions de lits est en cours. Certains ont déjà eu lieu, d'autres sont à l'étude.

Ce projet paraît impensable, démentiel, irréalisable !

C'est là qu'intervient la politique de limitation de l'hospitalisation. Limitation qui se ressent déjà au niveau de certains services et établissements, essentiellement dans ceux qui risquent de fermer ou de voir leurs capacités d'accueil réduites.

En quelque sorte, on prépare le personnel et l'opinion publique à ce qui va suivre.

Il faut également savoir que, si ce projet de suppression de lits est mené à bien, c'est environ 80 000 postes qui seront supprimés ; le nombre de postes est en effet calculé d'après le nombre de lits.

Dans certains petits établissements, des licenciements de titulaires ont déjà eu lieu. La sécurité de l'emploi tant vantée dans la fonction publique n'est qu'une illusion.

En effet, si l'on ferme un établissement ou un service, que va-t'on proposer aux agents qui en font partie : une mutation à des centaines de kilomètres de là que la majorité refuseront et n'auront plus qu'à signer une lettre de démission ! le chômage technique ?

Le statut des fonctionnaires est d'ailleurs en train d'être revu par le gouvernement pour qu'il ait ensuite les mains libres pour licencier.

Arrêt des constructions, plus de modernisations.

« En ce qui concerne les investissements et les investissements sociaux servant à financer des établissements fonctionnant avec les ressources de l'assurance-maladie, vous ne procéderez plus à aucun engagement, à l'exception des opérations d'humanisation... »

Quand on connaît la vétusté de nombreux établissements et les besoins criants, on se demande si nos dirigents ne sont pas malades.

Quant aux travaux d'humanisation, dont on parle depuis si longtemps, on ne se fait même plus d'illusion sur leur efficacité : un coup de peinture pour cacher la misère ici, une cloison là pour séparer une salle commune de 40 lits, en deux de 20 lits...

Le matériel et les produits :

Dans les hôpitaux, la pénurie, tant de matériel que de produits a toujours été chronique. D'ailleurs, combien de fois, le personnel s'est entendu dire qu'il gaspillait.

C'est tout juste si le déficit de la Sécurité sociale ne viendrait pas d'eux !

Dans ce domaine, une aggravation est également ressentie. Tout y passe : produits d'hygiène et ménagers, pansements, médicaments... on rationne ! Cela donne des situations que l'on ne peut même pas imaginer. Un exemple : dans une maternité, on récupère le coton des serviettes hygiéniques pour faire des ouatas (pansements épais) tant les commandes sont réduites ! La nourriture n'est pas exempte de rationnement : les goûters des malades sont supprimés (quand il y en avait), les rations diminuées notamment dans les services des personnes âgées, celles-ci n'ayant pas la possibilité de se plaindre.

Hôpital ... Usine !

Ces attaques ne sont pas toujours d'un même degré d'un établissement à l'autre, et même d'un service à l'autre. Dans certains hopitaux, on expérimente, on inove dans l'art et la manière de faire des économies.

Mais la période actuelle, déjà dramatique est sans comparaison avec ce qui risque d'arriver si un coup d'arrêt n'y est pas mis.

Réduction de la durée moyenne de séjour.

En soi, cela pourrait être une bonne chose. Il est vrai que des malades doivent parfois rester quelques jours de plus, faute d'avoir dû subir tel examen ou telle opération !

Mais cette réduction de la durée de séjour ne peut aller que dans le sens d'une médecine d'encore moins bonne qualité dans la mesure où on ne tient pas compte des raisons de ces retards dûs bien souvent au manque de personnel qui ne peut pas faire face à toutes les demandes.

Cela veut également dire diminution du nombre de lits là où la durée de séjour est longue notamment dans les services de médecine.

Déjà des malades auto-réduisent leur durée d'hospitalisation en sortant contre avis médical tant les conditions d'hospitalisation sont mauvaises !

Cette réduction permet donc de pallier illusoirement au manque de lits en aggravant les conditions d'hospitalisations et les conditions de travail du personnel qui devra faire face à des rotations encore plus fréquentes de malades tout en travaillant de plus en plus vite.

Personnel pas assez rentable

Autrefois, chaque service au sein de l'hôpital était quasiment autonome. Nourriture, stérilisation, certains examens, courses... Tout cela était réalisé par les agents du service.

Petit à petit, une transformation s'est opérée. Le travail se parcellise de plus en plus, on crée des services nouveaux : stérilisation, service hôtelier, plonge, labos, brancardage...

De nouvelles catégories de personnel apparaissent conjointement. Il en exite plus de 60 aujourd'hui !

Mais la bourgeoisie estime que ce n'est pas suffisant.

Elle veut maintenant pouvoir minuter chaque geste.

La difficulté réside dans le fait qu'il y a des malades et que tel soin peut prendre plus de temps que le même réalisé sur un autre malade.

Déjà, un certain nombre d'actes sont globalisés, notamment en ce qui concerne les infirmières et les travaux de laboratoire.

Le but recherché serait d'arriver à ce que tout puisse se chronométrer afin de rentabiliser au maximum le personnel !

On commence également à mettre en place les *«horaires libres »*. Par ce moyen, on veut arriver à faire tourner les services avec moins de personnel en supprimant aux moments relativement plus calmes.

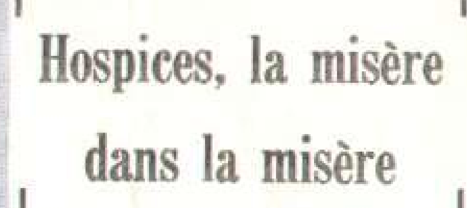
ET LES MALADES ?

Les récentes attaques touchant les hôpitaux mais également l'ensemble du secteur sanitaire et social sont lourdes de conséquences pour l'ensemble de la population.

Nous allons vers un protection face à la maladie ou l'accident encore moindre des catégories les plus défavorisées.

Bien sûr, ces mesures ne touchent pas la bourgeoisie qui aura toujours les moyens de se faire soigner. Que cela soit en cliniques privées ou au sein des hôpitaux dans les lits *« privés »* qu'il est de plus fréquent de voir. Ceux-ci bénéficient du privilège d'avoir la visite quotidienne du chef de service, une chambre seule et des égards que les *« patrons »* et surveillantes n'hésitent pas à exiger du personnel.





Hospices, la misère dans la misère

La prise en charge de la maladie ou des accidents des travailleurs est une nécessité pour la bourgeoisie, elle tient à récupérer sa main-d'œuvre le plus rapidement possible.

Pour les vieux travailleurs, ce n'est pas un problème, ils ne servent plus à rien puisqu'ils ne produisent plus.

Alors on les parque dans les mourroirs qu'on appelle hospices :

salles communes moyennageuses, absence d'hygiène, de loisirs, discipline para-militaire, sanctions, lorsqu'ils sont valides on les fait parfois travailler 6 jours sur 7 pour 50 F par mois, qu'ils touchent s'ils sont sages !

Telles sont les réalités quotidiennes de l'hospice, et qui d'ailleurs n'en a pas entendu parler.

Combien de personnes âgées entrent en pleine possession de leurs moyens et déclinent rapidement faute de personnel suffisant, de matériel ou locaux adaptés.

Comment peut-on marcher quand on se retrouve au 2e étage sans ascenceur.

Comment peut-on rester lucide quand le seul loisir proposé est d'aller se soûler dans le café voisin ou de rester des journées entières enfermé entre quatre murs.

Comment rester valide après une fracture du col du fémur alors qu'aucune rééducation n'est faite.

Depuis quelques années, une nouvelle orientation se déssinait en matière d'hébergement des personnes âgées.

Il commençait à être créées des maisons de cure médicalisées pour personnes âgées : les V 160 ou V 240. Ils auraient permis à plus ou moins long terme de supprimer les hospices.

Le personnel a vite déchanté tant le manque de personnel y était important, la prise en charge des personnes âgées n'y est donc pas meilleure qu'en hospice.

Aujourd'hui, il semble que cette politique de création de maison de cure soit abandonnée... Elles coûtent trop cher à la Sécurité sociale ! Inadmissible ! Nous payons chaque mois pour notre retraite et nous ne pouvons même pas espérer finir nos jours décemment.

Bien-sûr, cela ne touche pas les personnes âgées qui ont de l'argent.

Pour elles, il leur est proposé de somptueuses résidences ou maisons de retraite comme celle-ci par exemple :

« La Résidence-service de Fontainebleau pour y vivre tout de suite, bien servis.

Un appartement : 2-3 pièces grand confort dans résidence 3 étages entre forêt et animation.

Un club : avec restaurant, salon-bar, salon de jeux, bibliothèque, salle d'audio-visuel, salle de gymnastique, chambres d'hôtes.

Des services : ménagers, para-médical, restauration, dépanages, et de sécurité. »

Les seules choses que l'on propose aux vieux travailleurs c'est d'attendre. Attendre la soupe, attendre la visite, attendre la kermesse annuelle, attendre... la mort.

Marc POULAIN





Les IVG et la politique de restriction

La loi Veil-Pelletier vient d'être reconduite.

Elle reste toujours restrictive, encore plus en ce qui concerne les délais.

Face à la pression et la détermination des femmes, l'annulation de la loi n'a pas pu avoir lieu mais avec la mise en place des restrictions dans la Santé, son application risque d'être bien compromise.

En effet, alors qu'aujourd'hui les Centres d'hortogénie sont déjà rares, l'arrêt de la construction et de la modernisation, la suppression d'un certain nombre de lits et de personnel entraînera automatiquement une prise en charge encore moins effective des I.V.G.

Déjà, des attaques pointent vis-à-vis de certains Centres d'interruption volontaire de grossesse comme à Tours ou le médecin-chef de la clinique gynécologique du C.H.R. veut *« reprendre en mains le Centre »*.

Tout juste votée, Pelletier, ta loi s'effrite !

L'industrie pharmaceutique : en pleine forme !

Qu'ils s'appellent Barre, Barrot ou Veil, ils ont tous dénoncé les causes du déficit de la Sécurité sociale : « les Français se soignent trop ! ».

Parmi ces gaspillages, ces excès, la surconsommation en médicaments obtiendrait une place d'honneur. 20 % de la consommation médicale est le fait des dépenses en pharmacie.

On ne peut pas parler de médicaments sans glisser quelques mots sur l'industrie pharmaceutique en France. Or celle-ci se porte bien, et ceci grâce aux soins attentifs que lui procure la Sécurité sociale.

Nathalie Villotiers

Coller les vignettes des médicaments prescrits par le médecin sur les feuilles de remboursement de la Sécurité sociale est un geste familier, mais par quel cheminement un médicament est-il agréé, remboursé par la Sécurité sociale ?

Les laboratoires pharmaceutiques recherchent de nouveaux médicaments, ceux-ci achevés et « propres à la consommation », ils sont l'objet d'une demande d'agrément à la Sécurité sociale. Une commission examine ce nouveau produit et délivre ou non l'Autorisation de Mise sur le Marché (A.M.M.), qui permet le remboursement de ce remède.

Parfois tout de même des hoquets secouent vivement cette mécanique apparemment bien huilée : des médicaments obtiennent l'A.M.M. et quelques temps après sont retirés du marché vu... leur nocivité. Selon *« l'Impatient »* dans son numéro de janvier 1980, *« 9/10ème des médicaments sur le marché français n'ont pas été étudiés correctement aux plans de la pharmacocinétique (1), des interactions des effets tératogènes (2) ».*

La Cécité de la Sécurité sociale

L'A.M.M. est parfois accordée, alors que l'intérêt du médicament n'a pas été démontré, ce fut le cas du vaccin contre la grippe. Quand il reçut l'A.M.M., personne n'aurait pu parler de son efficacité puisque le virus contre lequel il devait lutter n'existait pas encore !

Du reste le problème de l'efficacité des produits n'est pas le souci numéro 1 des laboratoires pharmaceutiques, il n'existe pas par exemple de corrélation entre les budgets thérapeutiques et les causes de décès correspondant à ces classes. Dans les laboratoires le budget consacré à la promotion d'un médicament représente de 15 à 20 % du chiffre d'affaires, soit le double de celui consacré à la recherche.

L'autorisation de mise sur le marché (A.M.M.) ne se plie pas toujours à des règles très rigoureuses, mais la complicité entre la Sécurité sociale et l'industrie pharmaceutique ne s'arrête pas en si bon chemin.

Il est reconnu que 1 000 médicaments seraient suffisants pour soigner les 500 maladies recensées.

Plus on est nombreux...

Justement l'industrie pharmaceutique utilise environ 3 000 substances actives – matière première de base – pour la fabrication des 4 500 à 4 800 médicaments qu'elle propose à la vente sous de multiples formes, soit quelques 8 800 (source syndicat national de l'industrie pharmaceutique). Le Haut Comité médical de la Sécurité sociale estime que de 30 à 40 % de ces produits ne sont pas utilisés. Alors ? Alors, le profit !

Mieux vaut vendre 8 800 produits que 4 500, non ?

Mieux vaut percevoir la T.V.A., 16,7 % du prix, sur 8 800 médicaments que sur 4 500, non ?

Après ceci, la campagne contre la surconsommation en médicaments tombe quelque peu à plat ; d'autant plus qu'il nous est impossible de distinguer les remèdes nécessaires des futiles, de nous y retrouver dans la multiplicité des formes de conditionnement d'un même produit.

« On » accusera aussi l'automédication, en faisant le procès de médicaments contre la fièvre et la douleur, qui représentent un cinquième de notre armoire à pharmacie, ceux pour dégager les voies respiratoires : 18,3 %, pour faciliter la digestion : 15,1 %, enfin les somnifères et les tranquilisants 5,5 % de notre armoire à pharmacie.

Mais comment résister à cette automédication, quant tout nous y pousse, la publicité, les conditions de vie, de travail, nous obligeant à compenser la forme physique par la prise de médicaments ; quand on sait que ce sont les classes socio-économiques les plus faibles qui ont le plus recours à l'automédication ne pouvant pas payer le médecin.

1) Pharmacocinétique : dynamique des médicaments.

2) Tératogène : qui par son action sur l'embryon peut produire un monstre.



Comment vous et moi, avec la Sécurité Sociale, nous remplissons les poches des laboratoires pharmaceutiques

Une histoire — authentique — un peu longue, un peu tortueuse, mais ô combien riche en renseignements !
LEDOUX est P.D.G. du laboratoire BOEHRINGER-FRANCE. BOEHRINGER ext une des 40 filiales de BOEHRINGER INGELHEIM. BOEHRINGER FRANCE fabrique en France de la PERSANTINE. La PERSANTINE est un remède souvent prescrit contre les angines de poitrine, les gens habitant en France en consomment 100 tonnes par an, c'est le 2ème médicament vendu en France.

La substance active — ou la matière de base — de la PERSANTINE est le DIPYRAMIDOLE.

Le DIPYRAMIDOLE est fabriqué par le laboratoire B LABSO. Le laboratoire LABSO appartient à BOEHRINGER.

Le laboratoire LABSO vend le DIPYRAMIDOLE à 2 150 F le kg. Le DDH est une des composantes du DIPYRAMIDOLE. Le laboratoire LABSO achète le DDH en Irlande à 1 600 F le kg, alors que le prix international est de 400 F.

Le fournisseur irlandais de DDH est une filiale BOEHRINGER, c'est la BOEHRINGER FEHR. Les profits encaissés par la BOEHRINGER FEHR sont exemptés d'impôts jusqu'en 1990.

... Mais la spéculation ne s'arrête pas là : la PERSANTINE est remboursée par la Sécurité sociale. Le prix et le remboursement de la PERSANTINE est fixé par la commission BURG.

Comme BOEHRINGER a une faible marge bénéficiaire sur la PERSANTINE, vu son prix de revient très cher, BOEHRINGER a obtenu un relèvement du prix de 3 % sur sa PERSANTINE. Le coût ? A peu près 350 millions de francs à la Sécurité sociale...

ET SI LE SUCRE ETAIT UN MEDICAMENT ? COMBIEN LE PAIERIONS-NOUS ?

Supposons que le prix d'un kg de sucre est de 3,40 F.

Supposons que le sucre soit un médicament, avec la décomposition du prix d'un médicament (voir ci-dessus), c'est 34 F le kg, conditionné en boîte de 20 morceaux de 5 grammes que nous le paierions,
mais en 20 gélules de 5 grammes, ce serait 5,80 F,
mais en 20 gélules retard de 5 grammes, ce serait 10,66 F,
mais en 20 gélules retard de 5 grammes sous blister (bande alvéolaire), ce serait 11,90 F,
mais en 20 comprimés effervescents, ce serait 9,45 F,
mais en 20 comprimés effervescents sous blister, ce serait 10,65 F,
mais en coffret de 20 ampoules de 2,5 jumelées à 20 comprimés effervescents, ce serait 18,50 F.

(Source Gisèle James Safar)



LE TIERS-MONDE COBAYE

L'industrie pharmaceutique utilise fréquemment les animaux, comme terrain d'expérimentation pour les nouveaux médicaments mais parfois c'est carrément l'être humain qui est choisi comme champ d'expérimentation :
« Aux Etats-Unis la F.D.A. a interdit le D.M.P.A. parce qu'il provoquait chez les animaux des nodules mammaires malins, l'utilisation à long terme pourrait aussi favoriser le cancer du col de l'utérus. » Il était fréquemment injecté comme essai de contraception sur des femmes du BANGLADESH !

(Sources Médecine et Hygiène)

Slogan patronal: «Pas de medecine du travail au service des travailleurs»

Rémi Dainville

Des travailleurs qui occupent les grands bureaux de leur entreprise pour s'opposer à la mutation autoritaire de leur médecin du travail, voilà certes qui n'est pas habituel. C'est pourtant ce qui s'est passé en décembre dernier à Usinor Mardyk : l'équipe du matin débrayait massivement durant presque deux heures à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. Il est vrai que par ses prises de position courageuses face à une direction davantage soucieuse de productivité que de la santé et de la sécurité du personnel, le docteur Tonneau avait gagné l'estime des travailleurs.

Un médecin du travail qui veut accomplir honnêtement son rôle consistant « à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des travailleurs » (article 1er de la loi du 11 octobre 1946 du Code du travail), serait-il donc suspect aux yeux des patrons ? En utilisant la répression contre de tels médecins le patronat révèle à l'évidence sa volonté d'avoir des médecins du travail aux ordres afin de poursuivre l'exploitation des travailleurs en toute sérénité.

Le document ci-dessous extrait du procès verbal d'un comité d'hygiène et sécurité d'Usinor Mardyk tenu en octobre 1979, jette une lumière crue sur les réalités et les difficultés d'une médecine du travail au quotidien, proche des travailleurs.

Le docteur Tonneau est le médecin du travail, François le directeur de l'usine, Murge le chef du personnel, André le responsable à la sécurité, Cune est l'adjoint de André et Mlle Bedu est l'assistante sociale.

SI ON LUI DEMANDAIT LA SECURITE SOCIALE REMBOURSERAIT... DE L'EAU !

Il était une fois un laboratoire qui produisait un hypotenseur (1) sous le nom d'EUTROPHYL, vendu sous forme de comprimés, il avait reçu l'agrément de la Sécurité sociale et était remboursé.

Ce même laboratoire mit sur le marché le même médicament, mais sous forme d'ampoules buvables, avec l'appellation METORENE, sa caractéristique n'était plus d'être un hypotenseur (1), mais une panacée contre les dégénérescences musculaires.

Le ministère de la Santé entérina le changement de présentation sans réclamer le nouveau dossier de ce ce nouveau médicament.

(1) Médicament destiné à faire baisser la tension artérielle.

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE RAPPORTE :

En millions de francs le chiffre d'affaire HT, pharmacie des 10 premiers groupes français.

RHONE POULENC	3455
SANOFI (ELF AQUITAINE)	1210
SYNTHELABO (groupe l'Oréal à 50,7 %	502
SERVIER	520
LIPHA (groupe l'air liquide)	600
CM INDUSTRIES	824
PHARMUKA (P.U.K:)	501,4

Prix d'un médicament

prix de production 55,55

PRIX D'UN MEDICAMENT

prix de production		55,55
prix de revient industriel matière première 35 % conditionnement 4 % coût de fabrication 10 %	49 % T.V.A. 7 %	3,89
frais généraux frais commerciaux 8,5 % frais administratifs 8 % frais de prospection et d'information médicale 14,5 % frais financiers 2 %	33 %	
recherche redevance	8,5 % 5 %	
rémunération des fonds propres et marge bénéficiaire avant impôt	4,5 % 100	
marge grossiste		6,66 T.V.A. 0,46
marge pharmacien		31,25 T.V.A. 2,19 100

Extrait du document du CHS d'Usinor Mardyk

« Le docteur Tonneau, faisant référence à un accident survenu à M. Dalibon du tandem 5 cage, déclare qu'il se passe des choses surprenantes dans la façon dont on « *récupère* » les accidentés munis d'une prescription d'arrêt émanant soit de la polyclinique soit de leur médecin traitant. Elle déclare que cela s'apparente à des méthodes policières et à de la médecine parallèle.

M. François considère qu'il ne peut laisser passer ces propos et demande à M. Cune et M. Decatoire de lui donner toutes les informations sur cette affaire.

M. François après relation des faits, juge grave de la part du médecin du travail de prétendre que des membres du personnel d'encadrement à divers niveau ont instauré des méthodes policières de contrôle des accidents.

Le médecin du travail maintient son point de vue, elle affirme qu'il s'est instauré dans l'usine de Mardyk un « *véritable chantage aux arrêts de travail* ». Elle déclare pouvoir apporter d'autres exemples, mais ne veut pas le faire par crainte que les accidentés ne soient victimes de représailles. Elle précise cependant que certains accidentés sont attendus à leur armoire dès leur retour de l'infirmerie ou de la polyclinique par du personnel de l'encadrement ou du service de sécurité qui font pression sur l'accidenté pour qu'il ne cesse pas le travail. Elle affirme que certains accidentés sont parfois victimes de sanctions s'ils cessent le travail. Certains sont terrorisés. Compte tenu du nombre de dépressions nerveuses et d'ulcères à l'estomac dont souffrent des membres du personnel de l'usine — dépressions et ulcères dûs selon le docteur Tonneau aux mauvaises conditions de travail — elle estime que quelques perforations d'ulcères sont provoquées par l'attitude de « *flics* », le « *contrôle policier* » dont fait preuve l'encadrement de l'usine.

M. Tordoir demande au médecin de retirer le terme de « *flics* » qu'il trouve injurieux à la fois pour les policiers et les membres de la hiérarchie de l'usine.

M. André demande au docteur Tonneau d'apporter des preuves de ce qu'elle avance, celle-ci refuse en raison du secret médical et par crainte des représailles.

M. Murgue intervient à son tour pour estimer que les propos tenus par le médecin sont graves et rendent l'atmosphère douteuse. Il s'étonne qu'elle ne l'ait pas directement avisé des faits évoqués et qu'elle ait attendu la réunion du C.H.S. (Comité d'hygiène et sécurité) pour le faire. Il lui demande également de présenter des cas précis.

Mlle Bedu demande alors quelle est la procédure à propos des accidents légers. M. André la lui rappelle et confirme que cette procédure est appliquée telle que définie en mars 1977 en conclusion des travaux d'une commission du C.H.S., créée sous la demande de son président et à laquelle participait le docteur Tonneau et Mlle Bedu.

Le docteur Tonneau confirme qu'elle était parfaitement au courant de la procédure en cours et qu'elle était d'accord sur le travail et les conclusions élaborées en commun avec elle pour offrir aux accidentés légers des postes compatibles avec leur état de santé. M. François répond qu'il en prend bonne note. M. Cune craignant que l'on mette en doute la sincérité avec laquelle il fait les enquêtes d'accident, demande à être changé de service s'il en est ainsi. M. François répond à M. Cune qu'il lui conserve toute sa confiance et qu'il n'est nullement question de le changer de poste. Le docteur Tonneau reprend alors la parole et affirme que selon elle s'est le chef de service de sécurité qui donne le ton à la politique de prévention de l'usine et que m. Cune ne fait qu'appliquer les ordres qui lui sont données. M. Fleury, membre du C.H.S. intervient alors pour signaler que, selon lui, le repérage des défauts sur bande au recuit continu se fait dans des conditions dangereuses. Il estime que la maîtrise transgresse sciemment les consignes de sécurité. M. François demande à M. Tordoir de regarder cette question du recuit.

En fin de discussion M. André somme par deux fois le médecin du travail de prouver ce qu'elle avance, le docteur Tonneau répond qu'elle ne veut pas citer de nom. »

Résolution du CC du PCML sur la santé, la Sécurité Sociale

Le comité central dénonce les nouvelles attaques que le gouvernement Giscard-Barre porte aux droits sociaux acquis par les travailleurs, à leur droit à la santé, à leur pouvoir d'achat. Les relèvements à la Sécurité sociale — 1,5 % au 1er janvier et 1 % au 1er août — ont amputé le pouvoir d'achat des travailleurs, aggravant ainsi la baisse du salaire réel qui est, depuis trois ans, un des objectifs majeurs de Barre.

Le pouvoir n'entend pas s'en tenir là. Comme pour tous les autres secteurs de l'économie, le pouvoir entend restructurer la Sécurité sociale, la rentabiliser, s'attaquer directement à tous les travailleurs de la santé et ainsi remettre en cause le droit à la santé pour tous.

C'est ainsi qu'il veut limiter l'augmentation des dépenses de santé, sans tenir compte des besoins des travailleurs ni des frais supplémentaires entraînés par les progrès techniques et médicaux, qu'il veut plafonner les dépenses de chaque hôpital, de chaque médecin,qu'il supprime les lits d'hôpitaux et renforce le contrôle systématique sur les dépenses de santé et les arrêts de travail.

Déjà, dans de nombreux hôpitaux, les travailleurs et leurs organisations syndicales ont montré qu'ils n'entendaient pas laisser le gouvernement Giscard-Barre les exploiter encore plus fortement qu'aujourd'hui. Le 23 octobre, la quasi-totalité des médecins étaient en grève. Mais ceci ne saurait suffire pour mettre en échec cette attaque de grande envergure.

L'attaque du pouvoir vise à la fois les travailleurs de la santé et l'ensemble des « assurés sociaux », des « usagers », leurs intérêts sont totalement convergents. C'est ensemble qu'ils peuvent et doivent lutter, qu'ils doivent engager la riposte plus que jamais nécessaire.

C'est pourquoi le Comité central du P.C.M.L. appelle les travailleurs à se mobiliser dans l'unité, à militer pour que leurs syndicats, fédérations et confédérations, prennent ensemble les initiatives nécessaires pour faire reculer cette rentabilisation accrue de la Sécurité sociale, pour défendre leur droit à la santé, leur pouvoir d'achat. Le P.C.M.L. soutiendra et participera à toute initiative dans ce sens des organisations syndicales familiales, etc.

Bilan d'une grève

Sud Couleur Service (Montpellier):

«Nous préparer aux autres mauvais coups de la direction»

Michel Lopez

Les lecteurs de l'ancienne « Humanité Rouge » et de l'actuel « Quotidien du Peuple » ont pu suivre le développement de la lutte contre les licenciements à Sud Couleur Service. Il est temps aujourd'hui d'en faire le bilan, c'est dans ce but que notre correspondant a rencontré la section C.F.D.T. de Sud Couleur.

En juin 1979, plus d'une quinzaine de travailleurs voyaient leurs salaires impayés, les caisses de l'entreprise sont vides et les banques refusent d'accroître leur crédit déjà important. Depuis cette date la section C.F.D.T. n'a cessé de préparer à d'éventuels licenciements. Elle avait vu clair, car en septembre 1979, la direction annonce au C.E. qu'elle est au bord de la faillite, que des acheteurs existent, mais que des licenciements sont indispensables. Elle lache le nombre de 50. On sut depuis que le nombre réel souhaité par la direction et les acheteurs était 100. C'est peut-être une des raisons qui ont fait que les Labos Associés n'ont pas encore acheté Sud Couleur mais l'ont pris en location gérance, sans doute parce qu'ils n'ont pu avoir le dégraissage escompté : les 100 licenciements.

La section C.F.D.T. a dès le début affirmé son opposition à tout licenciement et malgré le chantage à la fermeture de la direction plusieurs débrayages ont eu lieu en décembre 1979. Devant la détermination du personnel la direction ramène le nombre de licenciements à 25 : nouveau refus des travailleurs.

Finalement elle réussit à obtenir 17 volontaires qui acceptent d'être licenciés (pour des raisons diverses) et ne renouvelle pas le contrat de 17 temporaires.

Des résultats positifs

Questionnée sur ces résultats voilà ce qu'en dit la section C.F.D.T. :

« Les résultats sont positifs, ce qu on pensait c'est que de toute façon il fallait faire parler le personnel, lui faire jouer un rôle puisque c'est le plus sûr élément contre la direction. Le rassemblement des gens et leur volonté commune de vouloir faire quelque chose, cette chose-là, on a quand même réussi plus ou moins bien à la faire. En prenant les choses au mieux, ça fait une personne qui a été licenciée alors qu'elle ne le voulait pas (un licenciement pour « longue maladie » à Montpellier). *Bien sûr ce qu'on voit aussi, c'est qu'il y a des suppressions de postes et que l'on reste moins nombreux avec autant de travail à faire... Pour nous c'est un premier pas, ainsi que par rapport au personnel qui est jeune, encore peu syndiqué. Cela montre que la décision du patron n'est pas toujours la bonne ni la dernière et qu'on peut la faire infléchir par l'instauration d'un rapport de force. Au départ la direction disait que si l'on bougeait elle fermerait l'entreprise, qu'on ne serait pas « racheté » et que tout le monde serait à la porte. Il fallait combattre cet argument pour montrer que l'on n'a rien à perdre à lutter — au contraire — et que ce chantage ne sert que les intérêts de la direction ».*

A propos du contractuel, il faut savoir que c'est une pratique courante de la direction qui a toujours un volant de 70 travailleurs sous contrat temporaire, ce qui lui permet de rentabiliser au maximum son personnel au fur et à mesure des demandes. Ainsi pendant l'été et les fêtes de fin d'année, des travailleurs sont embauchés pour deux ou trois mois puis renvoyés à la saison morte, vers février.

Question à la section C.F.D.T. : rien n'a pu être tenté pour les contractuels ?

« Ils n'ont pas été licenciés dans les formes et on aurait pu faire quelque chose, mais on a manqué de temps et de forces. »

Des conditions difficiles

Il faut dire que les difficultés objectives ont été nombreuses durant tout ce conflit.

— La première a été le traditionnel paternalisme de la direction, et les méthodes des chefs qui font tout pour escamoter les rapports de classe ne sont pas des moindres difficultés.

— Le chantage à la fermeture a demandé de nombreuses vérifications.

— Il y a aussi le fait que l'entreprise n'a pas de passé de lutte important, la section C.F.D.T. a été créée en 1977 et c'était la première lutte pour plusieurs délégués.

— *« Le coup des volontaires »* a semé la confusion, *« ça a été négatif »* car cela justifiait l'argumentation du patron à propos de la mauvaise conjoncture. Certains disaient : *« il y a des volontaires donc c'est pas la peine de se bagarrer contre les licenciements... »*

— Et enfin il faut citer la création de la C.F.T.C. au cours de la lutte. C.F.T.C. qui a joué le rôle d'agent recruteur de volontaires aux licenciements et qui s'est empressée de calculer pour eux le montant des indemnités qu'ils percevraient.

QUELQUES DONNEES

SUD COULEUR SERVICE (labo de traitements et tirages de diapos et papiers couleurs) emploie 304 personnes ainsi réparties :

— 245 au labo de Montpellier (St. Jean de Vedas).

— 12 à celui de Bordeaux et le reste réparti entre celui de Marseille et l'agence commerciale de Paris chargée du collectage des pellicules et de la clientèle.

— Depuis la mi-janvier Sud Couleur est pris en gérance par les Labos Associés sous le sigle « Les labos du sud ».





Une popularisation efficace

Malgré ces conditions difficiles dans l'entreprise la C.F.D.T. a su développer à l'extérieur un remarquable travail de contact et de popularisation, aidée en cela par le syndicat départemental de la Chimie. *« Nous avons contacté le maire de Montpellier Frêche (P.S.,) le Président du Conseil général (P.S.), le Préfet, deux autres maires de villages voisins et avons envoyé des lettres à plusieurs autres municipalités des alentours et même au ministre du travail. Tout cela a fait beaucoup parler de nous, nous avons eu des réponses à toutes nos lettres et ces personnalités se sont contacté entre elles, ont contacté notre direction. De ce fait les journaux locaux ont parlé de nous, d'abord en mai comme le « Midi Libre » qui a tou de même fini par passer nos communiqués. La « Marseillaise » (P.C.F.) a aussi publié des articles. Nous avons rencontré plusieurs partis politiques : la cellule du P.C.F. du village voisin, on n'a pu trouver le siège du P.S. On a rencontré le comité de Parti du P.C.M.L., qui d'ailleurs a publié à lui seul plus d'articles que toute la presse réunie. Et aussi rencontré la L.C.R. La direction a vu que l'on n'hésitait pas à tout étaler au grand jour et ça l'a gênée dans ses agissements. D'ailleurs à la dernière réunion le patron nous a dit : « et maintenant, arrêtez vos articles ! ».*

H.R. : Donc en conclusion ?

C.F.D.T. : *« On ne peut pas dire que c'est une victoire car 35 travailleurs ont perdu leur emploi (même si 17 étaient volontaires), mais on estime que l'on a limité les dégâts, que sans la lutte, la mobilisation et la popularisation que nous avons menés ça aurait été plus grave. Mais surtout on se sent plus fort pour l'avenir, on peut compter sur davantage de délégués et de travailleurs, la section est mieux implantée. Notre audience grandit auprès des travailleurs. En témoignent les élections de délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu le 25 janvier dernier. La C.F.D.T. obtient 4 siéges de titulaires avec 60 % des voix et la C.F.T.C. 2 sièges avec 40 % des voix (dont une vingtaine des voix des petits chefs).*

A noter le progrés de la C.F.D.T., plus 13 % par rapport aux élections au C.E. en 1979. Et si à cette époque le choix entre C.F.D.T. et « liste libre » était peu clair pour beaucoup, aujourd'hui voter pour la C.F.D.T. cela signifie approuver les positions qu'elle a défendues pendant la lutte. Il nous faut maintenant profiter de l'année qui vient afin de nous préparer aux autres mauvais coups que la direction ne manquera pas de nous porter. »



Le soutien du P.C.M.L.

Interrogé sur ce qu'il pensait du travail de la cellule François Marty du P.C.M.L. qui intervient à Sud Couleur depuis un peu plus d'un an, voici ce que nous a répondu un syndicaliste actif :

« Pour un petit parti comme ça, un parti qui a l'impact que vous avez, le seul moyen de percer un jour, même doucement mais sûrement, c'est ça ! C'est vraiment de faire ce que l'on dit, de mettre ses actes en accord avec ses paroles et d'intervenir sur le terrain. Seulement ce que je me dis, c'est que si un jour vous devenez aussi important que le P.C.F. en France est-ce que vous ferez toujours cela de la même façon ? En attendant c'est resté positif pour nous. On aurait aimé que ce que vous avez fait le P.S. le fasse, le P.C.F. aussi, être là, venir vendre les journaux, venir discuter avec les gars. Il n'y en a qu'un qui l'a fait c'est vous. Cest peut-être parce que vous êtes peu important et peu implanté, peut-être que le P.C. c'est comme ça qu'il est devenu ce qu'il est, n'empêche que maintenant tout ce qu'il fait c'est vachement intéressé, quand il le fait. »

Nous avons répondu au camarade que notre action était déterminée par notre ligne politique et non pas par ce que nous étions peu nombreux, et que si nous étions plus nombreux nous pourrions faire plus et mieux dans l'intérêt de la classe ouvrière.



Pour les travailleurs d'Onet, le Parti a apporté aussi un soutien à la mesure de ses forces

CINEMA

A propos du film «La femme flic»

Claude Dhalluin

La Femme flic, d'Yves Boisset (*R.A.S., Le Juge Fayard, Dupont Lajoie*) avec Miou-Miou dans le rôle de l'inspecteur Corinne Levasseur. Le cadre de l'action, une ville du Nord sur fond d'affaire de Bruay en Artois et de capitalisme à la De Wendel qui fait régner sa loi, celle du fric et de la corruption.

Très vite, l'inspecteur Levasseur (mutée dans cette ville de province parce qu'elle a voulu mettre en cause un notable dans une affaire précédente) va se heurter à cette grande famille, mouillée jusqu'au cou dans une affaire de meurtre, de trafics de revue pornographiques et de prostitution enfantine.

Boisset nous décrit la pouriture de la bourgeoisie sans aucune tendresse. Des révélations intéressantes qui traduisent bien la vérité actuelle. Une bourgeoisie parasitaire, pourrie sur tous les plans et qui ne s'embarrasse plus de « *préjugés moraux* », ceux qui critiquent les jeunes « *drogués* » à « *cheveux longs* » et qui derrière cette façade de «*morale* » commettent des actes ignobles pour satisfaire leur soif de fric et assouvir leurs pires dépravations.

Pourtant ce film a des côtés négatifs :

La police : au-dessus des classes ?

La lutte pour une police propre que mène l'inspecteur Levasseur, une police qui ne serait plus à la botte de la bourgeoisie, apparaît comme un tantinet naïve.

L'Etat bourgeois se dote de groupes armés pour se protéger et se maintenir au pouvoir, la police est donc un des piliers qui soutient la classe qui a le pouvoir. Une police honnête, au servece de tous, dans un tel système est une chose impossible. A ce sujet, les Corses en lutte ou les ouvriers matraqués parce qu'ils ont osé se dresser face à ce pouvoir sont bien placés pour juger.

Les états d'âme et les ruades de quelques-uns de ses membres, bien qu'ils constituent des faits positifs, ne changent rien à cette affirmation : la police est un instrument au service des patrons et de leur Etat.

Pourriture et soumission

De plus le film nous écrase sous un monceau de pourriture bourgeoise et se conclut par le triomphe des dirigeants protégés par la police, la justice (intervention du procureur de la République pour stopper l'affaire) en un mot protégés par leur Etat.

Personne ne se révèle assez fort, assez déterminé pour s'y opposer.

– le syndicaliste chômeur joué par Leny Escudero qui, découragé, dit : « *ils sont les plus forts, on ne pourra rien changer* » ;

– le père de la fillette qui par peur de perdre sa place se taît ;

– et enfin l'inspecteur Levasseur contraint de démissionner, qui reste témoin dans l'affaire... seule. Une fin ambigüe, qui fait se demander si le flic qui la suit, le fait pour la protéger ou pour la neutraliser ?



En tout état de cause, on en sort écœuré, peut-être, mais pas avec une volonté de lutter contre ceux qui nous exploitent.

D'ailleurs à ce sujet, une petite parenthèse. Yves Boisset a dû voir le Nord à travers d'autres lunettes que moi. Quand je suis allé aux rassemblements de soutien aux sidérurgistes organisés par notre Parti, j'y ai rencontré des gens ouverts et chaleureux, malgré la grisaille des crassiers et des corons, malgré la dureté de la lutte contre Usinor. Yves Boisset nous montres des gens froids, distants, qui guettent les événements derrière leurs rideaux et leurs fenêtres hermétiquement closes ; des gens soumis et effrayés. J'ai eu l'impression contraire.

Une façade de plus en plus lézardée, mais...

Bien sûr ce film sortant avec l'aval de la bourgeoisie, qu'il est sensé condamner, on ne peut pas lui demander d'aller jusqu'au bout et de montrer qu'il y a moyen de s'opposer à la pourriture et à l'exploitation. Ce moyen c'est la lutte des classes, classe ouvrière contre classe bourgeoise.

Ce film ne doit pas trop gêner la bourgeoisie si on en juge par sa distribution, la pub qui en est faite et ses producteurs (entre autres Antenne 2). Notre bourgeoisie tolère que l'on voie à travers les lézardes de sa façade de plus en plus branlante quelques monceaux d'immondices, surtout quand ces faits sont déjà connus de tous. Mais il y en a d'autres, bien plus puants, qu'elle dissimule de son mieux. Ça ne la gène guère de dévoiler quelques unes de ses turpitudes, du moment que l'on appelle pas à lutter contre elle et à l'abattre.

Il fut un temps où la bourgeoisie menait une véritable campagne pour vanter ses mérites et apparaître drapée dans la soie de la morale et de la justice, aujourd'hui son principal problème est d'empêcher qu'on la renverse, qu'importe si elle est sale et puante et que ça se sente.

Un courant de défaitisme

En conclusion, ce film se situe dans le cadre d'un courant dans le cinéma français et étranger, courant qui dénonce les menées scandaleuses de nos bourgeoisies, mais, comme en s'excusant, conclut : «*ils sont pourris, mais ils sont les plus forts, on ne peut rien y changer* ». Un courant alimenté par un grand nombre de films, par exemple :

– *I comme Icare* où un procureur qui tente de déjouer un complot de la C.I.A. fini assassiné.

– *La Guerre des polices* sur le thème de la « propreté » de notre police, flics sympas contre les méchants.

– *Rien ne va plus* une série de sketches qui dénoncent le système d'un ton gouailleur... et puis... c'est comme ça... on vous le décrit... et on ne peut rien y changer.

Ce n'est pas le pessimisme et le dégout au cœur, ni en se dressant seul contre l'injustice, que l'on va changer le monde.

A lire

A la librairie des «Herbes Sauvages»

Riche choix de livres sur la Corée

Jean Quercy

Depuis près de 35 ans, la Corée, nation à l'histoire millénaire, est divisée. La République populaire démocratique de Corée n'a pas cessé depuis lors de proposer des négociations en vue d'œuvrer à la réunification de la Corée. Jusqu'à présent, elles se sont constamment heurtées au refus du régime de Séoul et bien entendu de l'impérialisme U.S., qui entretient des troupes d'occupation en Corée du Sud. Récemment les autorités du Sud ont même entrepris de construire une muraille de béton de cinq mètres de haut et de 5 à 10 mètres de large pour mieux matérialiser la division de la Corée et de son peuple.

Le soutien à la cause de la réunification est l'une des raisons, et non des moindres, susceptible de motiver le lecteur.

Au fil de la lecture d'ouvrages très divers et variés tels « *Aperçu sur l'histoire de Corée* », les reportages et notes de voyages rassemblés dans « *La Corée accélérant la révolution et l'édification* », etc. il pourra découvrir et se faire une opinion sur une expérience originale d'édification socialiste. Sait-on par exemple, que la République populaire démocratique de Corée devient un pays assez hautement industrialisé, si on la compare à des pays analogues. C'est l'un des résultats de ce que le Parti du travail de Corée appelle « *les idées de djoutché* » et que l'on pourrait résumer ainsi : *esprit créateur et d'indépendance dans l'application du marsixme-léninisme.* Par ailleurs la Corée joue un rôle considérable dans le mouvement des non-alignés.



Voici quelques-uns des titres que vous pourrez trouver à la librairie « *Les Herbes sauvages* » :

« La Corée accélérant la révolution et l'édification », 329 p., 10 F.

« La Corée est Une », 301 p., 8 F.

« Pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie », (Kim Il Sung), 352 p., 10 F.

« Le mouvement de non-alignement est une puissante force révolutionnaire anti-impérialiste de notre temps », (Kim Il Sung), 352 p., 10 F.

« L'expérience historique de la réforme agraire », 153 p., 6 F.

« La transformation socialiste du commerce et de l'industrie privée », 168 p. 3 F.

« Expérience historique de la coopérativication agricole », 169 p. 6 F.

« Edification du Parti du travail de Corée », (Tome 1), 670 p., 15 F.

« De l'édification du pouvoir populaire », (Tome 1 et 2), 10 F.

On trouvera en outre, toujours à un prix de lancement (50 centimes !) diverses brochures rédigées par Kil Il Sung lui-même : **« L'essentiel dans le travail du Parti est d'éduquer et de rééduquer tous les gens et de les unir ». « A propos du caractère et de la mission des syndicats dans la société socialiste ». « Pour l'amélioration et le renforcement de la formation des cadres du Parti ». « Thèses sur la question rurale socialiste »**, etc.

Venez examiner ce riche choix de livres aux « Herbes sauvages », 70 rue de Belleville, Paris 19e. Ou passez commande en adressant des chèques à l'ordre de la librairie à « Livres services », 24, rue Philippe de Girard.



PLOGOFF

Non à la centrale nucléaire !



suite de la page 32

rien est passible de travaux forcés. » Un stade de 60 000 places, des colonnes énormes « c'est le sport tout entier qui progresse, dira-t-on, reconnaissons qu'ici, il est débordé, exploité, annexé, avalé ». Le stade est bondé par 40 000 S.A. en tenue kaki, derrière « des spectateurs étrangement calmes, qui ne se manifestent qu'aux victoires allemandes (33 médailles) ». On y joue du Wagner, et les jeux de lumière reproduisent la mise en scène inaugérée au congrès nazi de Nuremberg : la suprématie de la race aryenne ! Pendant la durée des Jeux, Hitler ne fera rien pour camoufler sa dictature, seulement les aspects les plus criants seront atténués comme par exemple la suppression de la présentation obligatoire de la carte « JUDE » à l'entrée des Jeux !

Et pourtant c'est sur la question des droits de l'homme, du racisme que de nombreux comités ont posé la question du boycottage des Jeux.

« La sagesse voudrait que la fédération d'athlétisme interdise à ses ressortissants l'accès aux Jeux de Berlin, ou mieux qu'ils soient confiés à une autre ville » 1935, l'entraîneur d'athlétisme américain.

Dès 1933, des comités olympiques, dont celui de la France et des U.S.A. émus par la ségrégation raciale, antijuive, demandent le transfert des J.O. Le président du C.I.O., le Comte de Baillet-Latour, rencontre Hitler qui lui promet que des Juifs pourront faire partie de l'équipe allemande. Il n'y en eu aucun, bien sûr. Le président se contente de cette promesse, malgré toutes les révélations sur les interdictions d'accès aux piscines, aux gymnases, sur les arrestations, le remplissage des camps de « rééducation » (de concentration) et le pillage des boutiques et des biens des opposants.

En France, L'Humanité est favorable au transfert. Avec l'U.R.S.S. qui n'est pas admise au C.I.O., les partis communistes organisent les « Jeux travaillistes » parallèles qui devaient se tenir à Barcelone en Juillet... Cependant, en plein Front populaire, les J.O. sont un peu oubliés et le gouvernement de Léon Blum refuse d'influencer sur son comité, au moment où le docteur Schacht, ministre de l'Economie allemande, est en visite officielle en France.

Aux U.S.A., l'opposition est plus forte, mais le Comité décide d'y aller au « bénéfice du doute » pour les hitlériens. Il n'empêche qu'il n'arrive pas à réunir la somme nécessaire au voyage et que le coureur noir Jesse Owens doit acheter ses chaussures à pointes dans un magasin de Berlin.

Le 16 août, Hitler clôture les Jeux au son du « Deutschland uber alles » « tel Néron face au forum romain, il savoure son triomphe... le parti nazi est sorti grandi des Jeux... Debout Hitler salue longuement le drapeau olympique. Dans ce grand linceul blanc, c'est la liberté que l'on porte en terre ». Journal « L'Auto », 17 août 1936... Madrid est sous le coup des canons franquistes... appuyés par l'aviation italienne et les conseillers allemands...

Estelle Delmas



Jesse Owens un sportif anti-raciste et antifasciste.

Sport et politique: le geste antifasciste de Jesse OWENS

Hospitalisé à l'âge de 76 ans, le coureur noir américain, Jesse Owens vient d'apporter son soutien à la proposition du boycottage des J.O. de Moscou.

Jesse Owens est le coureur de l'équipe américaine des Jeux olympiques de Berlin en 1936. Il y gagne 3 médailles d'or (100 m, 200 m où il établit un record qui ne tombera qu'en 1956, et saut en longueur) et 1 médaille d'argent au 4 fois 100 m.

A cette époque la question de la participation des pays aux J.O. s'est posée dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler (1933) à caude des persécutions contre les Juifs (contraire à la Charte des J.O.). De nombreux comités demandent le transfert dans une autre ville. Mais le président du Comité olympique international, le Comte de Baillet-Latour, rencontre Hitler et se contente de son assurance verbale, comme quoi des Juifs pourront faire partie de l'équipe allemande (il n'y en eu aucun). Tout le monde sait que Goebbels (ministre de la Propagande) compte faire des Jeux la démonstration de la « supérioité aryenne (les Allemands gagnent 36 médailles, les U.S.A. 23 et les Français 13) régénérée par le national-socialisme ». Malgré cela, 49 pays y participent, le gouvernement de Léon Blum, Front populaire, refuse d'influer sur son comité olympique malgré la demande du P.C.F. Au même moment il tente un rapprochement diplomatique avec l'Allemagne.

Aux U.S.A. la campagne anti-Berlin a quelques échos puisque le Comité olympique n'arrive pas à rassembler l'argent du voyage et que Jesse Owens doit acheter sa paire de chaussures à pointes dans un magasin de Berlin. Elles lui serrent d'ailleurs ce qui lui fera dire à son entraîneur : « Ne vous en faites pas, ça me fera courir plus vite ; j'ai de bonnes raisons pour cela ».

Effectivement Jesse Owens mit toute sa volonté à vaincre et à emporter les médailles d'or. Pour lui c'était la réponse vivante aux théories racistes nazies, et une protestation contre ce qu'on appellerait maintenant « les atteintes aux droits de l'homme ». Hitler et Goebbels, d'ailleurs, se servirent du protocole de J.O. pour refuser de lui serrer la main et quittèrent ostensiblement la tribune à chacune de ses victoires.

Estelle Delmas

Faut-il boycotter les jeux olympiques de Berlin ?

1er-16 Août 1936

par
Estelle Delmas

Cette question, des sportifs, des comités et des partis communistes et socialistes, se la sont posée, dès 1933, après la prise du pouvoir par Hitler. Il faut savoir qu'à cette époque, peu de pays participent aux J.O. (49 en 1936), qui ne bénéficient pas de l'énorme publicité ni des énormes investissements financiers actuels. Leur impact populaire est beaucoup moins important. Mais très tôt les gouvernements se sont servis des Jeux comme moyen de pression politique. Le gouvernement français n'a-t-il pas, en 1924, interdit l'accès des J.O. aux Allemands (on est en pleine occupation de la Rurh !) sous prétexte qu'il ne pouvait pas assurer la sécurité de l'équipe allemande, face aux réactions des Français ?

En 1936, les J.O. sont une opération de prestige pour Hitler.

« En 1936, nous recevrons les peuples de la terre, nous leur montrerons ce dont est capable le peuple allemand. » Goebbels, ministre de la Propagande.

Il s'agit d'abord et avant tout, de démontrer que l'Allemagne est « pacifique » — entre deux « coups de force ». En 1933, le service militaire est rétabli et en février 1936, la Rhénanie est remilitarisée, sous prétexte que l'accord franco-soviétique de 1935 (et qui ne sera jamais ratifié) menace l'Allemagne. Ces deux « coups de sonde », qui remettent en cause le traité de Versailles, ne provoquent que des réactions verbales des puissances. 15 mois plus tard, c'est l'annexion de l'Autriche (Anschluss) et deux ans plus tard celle de la Tchécoslovaquie. En tard celle de la Tchécoslovaquie. En 1936, l'armement allemand s'accélère : le plan quadriennal secret prévoit que dans 4 ans « l'économie allemande doit être capable de supporter une guerre ». La production d'avions de chasse atteint les 15 000 et en plein J.O., la durée du service militaire obligatoire est doublée. En juillet commence la Guerre d'Espagne et en novembre, le pacte anti-kommintern avec le Japon, ressere le filet autour de l'Europe.

Une démonstration de force, de discipline, de dévotion, voilà les désagréables impressions qu'ont les spectateurs et les journalistes, celui de *« l'Auto »* : « Berlin est couverte de drapeaux à croix gammée, à croire que celui qui n'arbore pas l'étendard hitlé-

suite page 31



Hitler ouvre les Jeux, le salut nazi est de rigueur.